



Grand Nancy
COMMUNAUTÉ URBAINE & HUMAINE



PLAN LOCAL D'URBANISME

Essey *-lès-Nancy*

Procédures du document
d'urbanisme



SCALEN

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT
DES TERRITOIRES
NANCY SUD LORRAINE

PROCEDURES DU DOCUMENT D'URBANISME

D'ESSEY-LES-NANCY

SOMMAIRE :

- MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME approuvée le 05 mars 2024
- MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME approuvée le 13 juillet 2023
- MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME approuvée le 04 mai 2023
- MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME approuvée le 07 septembre 2020
- MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME suite à l'arrêté préfectoral fixant la DUP pour les travaux de renouvellement et l'extension de la ligne 1 du Tramway en date du 11 février 2020
- MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME approuvée le 20 décembre 2013
- MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME approuvée le 29 septembre 2011
- PLAN LOCAL D'URBANISME approuvé le 12 octobre 2007
- ARRET DU PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME approuvé le 09 février 2007
- DEBAT SUR LES ORIENTATIONS DU PADD le 19 mai 2006
- PLAN LOCAL D'URBANISME : PRESCRIPTION DE LA REVISION - OBJECTIFS ET MODALITES DE LA CONCERTATION approuvés le 19 décembre 2003



EXTRAIT

DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA METROPOLE DU GRAND NANCY

Le Président de la Métropole
du Grand Nancy

OBJET :
MISE A JOUR DU PLU D'ESSEY-LES-NANCY

ARRETE DU : 5 mars 2024

ARRETE N° : ARR_159

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le décret ministériel n°2016-490 du 20 avril 2016 portant création de la Métropole du Grand Nancy;
Vu l'arrêté de délégation du 24 septembre 2021 relatif à la désignation de Monsieur Bertrand KLING, Vice-Président délégué au Développement urbain et à la Sécurité;
Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.112-3 à L.112-17, R.112-1 à R.112-17, R.151-52 et R.153-18 ;
Vu le plan local d'urbanisme d'Essey-lès-Nancy approuvé le 12 octobre 2007, puis modifié le 29 septembre 2011, le 20 décembre 2013 et le 4 mai 2023
Vu l'arrêté préfectoral du 11 février 2020 approuvant la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU d'Essey-lès-Nancy.
Vu la décision préfectorale du 21 mars 1975 approuvant le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Nancy-Essey ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2022/DDT54/AMEJ/002 du 20 juin 2022 approuvant la révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Nancy-Essey ;

ARRETE

Article 1 :

Le plan local d'urbanisme est mis à jour à la date du présent arrêté.
A cet effet, le plan d'exposition au bruit révisé de l'aérodrome de Nancy-Essey, comprenant un rapport de présentation et un document graphique est annexé au PLU d'Essey-lès-Nancy.

Article 2 :

Le dossier mis à jour peut être consulté sur le site internet de la Métropole du Grand Nancy ainsi que, aux jours et heures d'ouverture :

- A la Métropole du Grand Nancy
- A la Mairie d'Essey-lès-Nancy.
- A la direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle

Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché pour une durée d'un mois au siège de la Métropole du Grand Nancy ainsi qu'à la mairie d'Essey-lès-Nancy.

Article 4 :

Copie du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication, conformément au code de justice administrative.

Pour le Président,

**Le Vice-Président,
Bertrand KLING**



Bertrand KLING

BERTRAND KLING
2024.03.07 17:18:36 +0100
Ref:6101646-9123679-1-D
Signature numérique
Vice-Président



EXTRAIT

DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DU CONSEIL METROPOLITAIN DU GRAND NANCY

Le Président de la Métropole
du Grand Nancy

OBJET :
MISE A JOUR DU PLU D'ESSEY-LES-NANCY

ARRETE DU : 13 juillet 2023

ARRETE N° : ARR_53

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles R.151-52 et R.153-18 ;

VU le décret ministériel n°2016-490 du 20 avril 2016 portant création de la Métropole du Grand Nancy ;

VU l'arrêté de délégation du 24 septembre 2021 relatif à la désignation de Monsieur Bertrand KLING, Vice-Président délégué au Développement urbain et sécurité ;

VU le plan local d'urbanisme d'Essey-lès-Nancy approuvé le 12 octobre 2007, modifié le 29 septembre 2011 et le 20 décembre 2013, le 4 mai 2023, mis en compatibilité le 11 février 2020 et mise à jour le 7 septembre 2020 ;

VU la délibération du conseil métropolitain du 29 septembre 2022 confirmant la suppression de la ZAC des Longues Raies à Essey-lès-Nancy.

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre à jour les annexes du plan local d'urbanisme d'Essey-lès-Nancy.

ARRETE

Article 1 :

Le plan local d'urbanisme est mise à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet est supprimé du plan des annexes le périmètre de l'ancienne ZAC des Longues Raies.

Article 2 :

Le dossier mis à jour peut être consulté sur le site internet de la Métropole du Grand Nancy ainsi que, aux jours et heures d'ouverture :

- A la Métropole du Grand Nancy
- A la Mairie d'Essey-lès-Nancy
- A la Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché pour une durée d'un mois au siège de la Métropole du Grand Nancy ainsi qu'à la mairie d'Essey-lès-Nancy.


Article 4 :

Copie du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle
- Monsieur le Directeur Départementale des Territoires

Pour le Président,

**Le Vice-Président,
Bertrand KLING**



Bertrand KLING

BERTRAND KLING
2023.08.21 10:33:02 +0200
Ref:20230816_150433_1-2-O
Signature numérique
Vice-Président

POLITIQUE PUBLIQUE :

Développement urbain

SEANCE DU : 4 mai 2023

DELIBERATION N° : DEL20230504_C11

OBJET :

Approbation de la modification du PLU
d'Essey-lès-Nancy

RAPPORTEUR : Madame Isabelle LUCAS

EXPOSE DES MOTIFS

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville d'Essey-lès-Nancy a été approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 12 octobre 2007, puis modifié le 29 septembre 2011 et le 20 décembre 2013 et mis en compatibilité le 11 février 2020.

Objectifs de la modification apportée au P.L.U. :

Il a été décidé d'engager une procédure de modification du P.L.U. pour :

- **Modifier le zonage et les prescriptions graphiques sur le secteur de la Mairie.** La commune d'Essey-lès-Nancy porte un projet de création d'une salle commune de restauration et d'activités à proximité immédiate de l'école du Centre. La parcelle identifiée (AV 274) est actuellement occupée par un plateau sportif. Afin de permettre la réalisation de ce projet il convient de supprimer l'espace vert protégé qui s'y trouve et ne correspond pas à la réalité du terrain. De plus le zonage de la parcelle évolue vers une zone UE à vocation d'équipement public. Profitant de la modification du PLU pour ce projet et dans un souci de cohérence, l'ensemble des équipements publics voisins (école et l'hôtel de ville) sont reclassés vers une vocation d'équipement (UE)
- **Modifier l'annexe des Servitudes d'Utilité Publique (SUP).** Plusieurs SUP ont été supprimées. Il convient de mettre à jour les annexes du PLU suite à ces suppressions.

Ces évolutions réglementaires ne remettent pas en cause les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) du document d'urbanisme. Ces éléments sont détaillés dans la notice technique annexée à la présente délibération.

Dans le cadre de la procédure, le dossier de modification a fait l'objet d'une étude "cas par cas" par la personne publique. La Mission Régionale d'Autorité environnementale a rendu un avis conforme le 21 novembre 2022 indiquant que la modification du PLU n'était pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine et que par conséquent il n'était pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale. Ainsi et par délibération en date du 15/12/2022, le Conseil métropolitain a décidé de ne pas soumettre à évaluation environnementale la procédure de modification du PLU d'Essey-lès-Nancy.

Bilan de l'enquête publique :

En vertu des articles L. 103-2 et L. 103-3 du code de l'urbanisme, la concertation est réputée « facultative » dans le cadre des procédures de modification de P.L.U.

Conformément à l'article L. 150-40 du code de l'urbanisme, les personnes publiques associées à la procédure de modification du PLU ont été consultées sur la base du dossier d'enquête publique. La Chambre d'Agriculture, la Chambre de Commerce et d'Industrie, le Conseil Départemental de Meurthe et Moselle, la Direction Départementale des Territoires et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat ont fait savoir que le dossier de modification du PLU d'Essey-lès-Nancy n'appelait pas de remarque particulière.

L'enquête publique concernant cette modification a été prescrite par arrêté URBA0217 du 5 janvier 2023, conformément aux articles L. 153-19 et R. 153-8 à R. 153-10 du code de l'urbanisme. Elle s'est déroulée du 30 janvier 2023 jusqu'au 28 février 2023 inclus, avec mise à disposition des dossiers de P.L.U. en mairie et à la Métropole du Grand Nancy, ainsi que sur le site internet du Grand Nancy. Les observations du public pouvaient être consignées dans les registres d'enquête publique mis à disposition en mairie et au Grand Nancy, ainsi que par courrier électronique au Grand Nancy.

Le registre disponible à la Métropole du Grand Nancy n'a fait l'objet d'aucune observation.

Une observation a été déposée sur le registre dématérialisé.

Le registre d'enquête disponible en mairie d'Essey-lès-Nancy n'a fait l'objet d'aucune observation:

L'unique observation était favorable au projet et s'interrogeait sur la disparition de l'aire de jeux existante.

L'observation recueillie à l'occasion de cette enquête publique a donné lieu à une réponse de la Métropole, reprise dans le rapport du commissaire enquêteur et indiquant notamment que la Métropole du Grand Nancy prend acte de cette observation et précise que la disparition de cette aire de jeux doit permettre la construction d'un bâtiment avec une fonction d'intérêt général, le tout dans une logique de recyclage du foncier et de lutte contre l'artificialisation des sols.

En conclusion générale, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans aucune

réserve. Le dossier, non modifié suite à l'enquête publique, est donc désormais prêt à être approuvé.

DELIBERATION

En conséquence et après avis de la commission "Développement Urbain et Transition Ecologique" du 20 avril 2023, il vous est demandé d'approuver le projet de modification du P.L.U. d'Essey-lès-Nancy.

En application de l'article L153-23 du code de l'urbanisme, la présente délibération ainsi que le plan local d'urbanisme modifié seront publiés sur le portail national de l'urbanisme. Ils seront exécutoires à compter de leur transmission au Préfet et de l'accomplissement de la publication précitée.

Le P.L.U. modifié est tenu à la disposition du public à la mairie d'Essey-lès-Nancy, à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, à la Métropole du Grand Nancy - bâtiment Chalnot - Direction de l'Urbanisme et de l'Ecologie urbaine ainsi que sur le site internet du Grand Nancy. Par ailleurs, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur sont mis à la disposition du public pendant un an dans les conditions définies à l'article R. 123-21 du code de l'environnement.

Adopté à l'unanimité

Pour : 71

(Mme Danielle ACKERMANN, Mme Evelyne BEAUDEUX, Mme Sabrina BENMOKHTAR, Mme Veronique BILLOT, Mme Chloé BLANDIN, Mme Martine BOCOUM, M. Pierre BOILEAU, Mme Muriel BOILLON, M. Alain BOULANGER, M. Michel BREUILLE, M. Hocine CHABIRA, M. Henri CHANUT, M. Christophe CHOSEROT, Mme Sylvie COLIN, Mme Anne-Mathilde COSTANTINI, Mme Nicole CREUSOT, M. Eric DA CUNHA, M. Bruno DAMOISEAUX, Mme Valerie DEBORD, M. Jean-Pierre DESSEIN, Mme Evelyne DEVOUGE, Mme Anne-Sophie DIDELOT, M. Patrice DONATI, M. Jean-Pierre EHRENFELD, M. Mounir EL HARRADI, Mme Nathalie ENGEL, M. Michel FICK, M. Laurent GARCIA, M. Bernard GIRSCH, Mme Carole GRANDJEAN, M. Claude GRAUFFEL, Mme Stephanie GRUET, M. Philippe GUILLEMARD, M. Stephane HABLOT, M. Patrick HATZIG, M. Laurent HENART, M. Pascal JACQUEMIN, Mme Christelle JANDRIC, Mme Chaynesse KHIROUNI, M. Mathieu KLEIN, M. Bertrand KLING, Mme Regine KOMOROWSKI, M. Antoine LE SOLLEUZ, M. Alain LIESENFELT, Mme Isabelle LUCAS, M. Frederic MAGUIN, Mme Charlotte MARREL, M. Bertrand MASSON, M. Vincent MATHERON, Mme Estelle MERCIER, Mme Delphine MICHEL, M. Jean-François MIDON, M. Romain MIRON, M. Franck MURATET, M. Marc OGIEZ, M. Eric PENSALFINI, M. Maurizio PETRONIO, Mme Nadine PIBOULE, M. Romain PIERRONNET, M. Serge RAINERI, Mme Veronique RAVON, Mme Dominique RENAUD, M. Areski SADI, M. Didier SARTELET, Mme Nicole STEPHANUS, M. Marc TENENBAUM, Mme Catherine VIEUX-MELCHIOR, M. Francois WERNER, Mme Laurence WIESER, M. Bora YILMAZ, Mme Annette MATHIEU)

Contre :

Abstention(s) :

Ne prend pas part au vote :

Non votés : 5

(M. Herve FERON, Mme Hania HAMIDI, M. Cyrille PERROT, M. Laurent WATRIN, Mme Anne WUCHER)

ETAIENT PRESENT(E)S :

Mme Evelyne BEAUDEUX, Mme Sabrina BENMOKHTAR, Mme Veronique BILLOT, Mme Chloé BLANDIN, Mme Martine BOCOM, M. Pierre BOILEAU, Mme Muriel BOILLON, M. Alain BOULANGER, M. Michel BREUILLE, M. Hocine CHABIRA, M. Henri CHANUT, M. Christophe CHOSEROT, Mme Sylvie COLIN, Mme Anne-Mathilde COSTANTINI, Mme Nicole CREUSOT, M. Eric DA CUNHA, M. Jean-Pierre DESSEIN, Mme Evelyne DEVOUGE, Mme Anne-Sophie DIDELOT, M. Patrice DONATI, M. Jean-Pierre EHRENFELD, M. Mounir EL HARRADI, Mme Nathalie ENGEL, M. Bernard GIRSCH, M. Claude GRAUFFEL, Mme Stephanie GRUET, M. Stephane HABLOT, M. Patrick HATZIG, M. Laurent HENART, M. Pascal JACQUEMIN, Mme Christelle JANDRIC, Mme Chaynesse KHIROUNI, M. Mathieu KLEIN, M. Bertrand KLING, Mme Regine KOMOROWSKI, M. Antoine LE SOLLEUZ, M. Alain LIESENFELT, Mme Isabelle LUCAS, M. Frederic MAGUIN, Mme Charlotte MARREL, M. Vincent MATHERON, Mme Annette MATHIEU, Mme Estelle MERCIER, M. Jean-François MIDON, M. Romain MIRON, M. Franck MURATET, M. Marc OGIEZ, M. Eric PENSALFINI, M. Maurizio PETRONIO, Mme Nadine PIBOULE, M. Romain PIERRONNET, Mme Veronique RAVON, M. Areski SADI, Mme Nicole STEPHANUS, Mme Catherine VIEUX-MELCHIOR, Mme Laurence WIESER

ETAIENT EXCUSE(ES) :

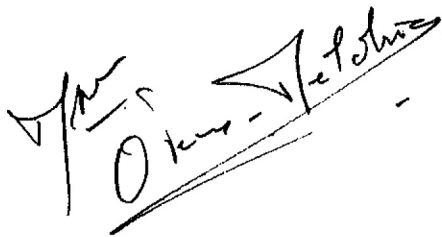
M. Herve FERON, Mme Hania HAMIDI, M. Cyrille PERROT, M. Laurent WATRIN, Mme Anne WUCHER

AVAIENT DONNE POUVOIR :

Mme Danielle ACKERMANN à Mme Nadine PIBOULE
M. Bruno DAMOISEAUX à Mme Nicole STEPHANUS
Mme Valerie DEBORD à M. Laurent HENART
M. Michel FICK à M. Jean-François MIDON
M. Laurent GARCIA à M. Bernard GIRSCH
Mme Carole GRANDJEAN à M. Romain PIERRONNET
M. Philippe GUILLEMARD à M. Marc OGIEZ
M. Bertrand MASSON à M. Hocine CHABIRA
Mme Delphine MICHEL à M. Michel BREUILLE
M. Serge RAINERI à Mme Veronique BILLOT
Mme Dominique RENAUD à Mme Anne-Sophie DIDELOT
M. Didier SARTELET à M. Alain BOULANGER
M. Marc TENENBAUM à Mme Chloé BLANDIN
M. Francois WERNER à Mme Nathalie ENGEL
M. Bora YILMAZ à Mme Muriel BOILLON

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication, conformément au code de justice administrative.

Le secrétaire de séance :

Handwritten signature of the secretary, appearing to be 'O. K. - J. L. K.' with a large 'X' over it.

Le Président :

Handwritten signature of Mathieu Klein, appearing to be 'M. Klein'.

MATHIEU KLEIN
2023.05.15 06:33:53 +0200
Ref:20230512_163712_1-1-O
Signature numérique
le Président

Mathieu KLEIN



EXTRAIT

DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA METROPOLE DU GRAND NANCY

du 7 SEPTEMBRE 2020

Le Président de la Métropole
du Grand Nancy

N° **URBA0203**

Objet : MISE À JOUR DU P.L.U. D'ESSEY-LÈS-NANCY

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles R153-18, R153-52 et R153-53 ;

VU le décret ministériel n°2016-490 du 20 avril 2016 portant création de la Métropole du Grand Nancy ;

VU l'arrêté de délégation du 20 juillet 2020 relatif à la désignation de Madame Chaynesse KHIROUNI, Vice-présidente déléguée à la Transition écologique, à l'urbanisme, au foncier, à l'énergie, à l'agriculture et à l'alimentation ;

VU la délibération de l'assemblée communautaire du 12 octobre 2007 approuvant le plan local d'urbanisme ;

VU les délibérations de l'assemblée communautaire des 29 septembre 2011 et 20 décembre 2013 approuvant les modifications du plan local d'urbanisme ;

VU la délibération de l'assemblée métropolitaine du 25 mai 2018 instaurant le sursis à statuer du renouvellement et d'extension de la Ligne 1 du Nouveau Tramway ;

VU la délibération de l'assemblée communautaire du 26 mars 2010 instaurant le périmètre de sursis à statuer « Basses ruelles » sur la commune d'Essey-lès-Nancy ;

VU le code de l'urbanisme et l'article L424-1 indiquant les effets du sursis à statuer cesse de produire dans un délai de 10 ans à compter de son entrée en vigueur.

VU la délibération de l'assemblée communautaire du 3 juillet 2015 adoptant le règlement du service public de gestion des déchets.

VU la délibération de l'assemblée métropolitaine du 9 décembre 2016 supprimant la ZAC du Tronc qui Fume ;

VU la délibération de l'assemblée métropolitaine du 12 juillet 2019 supprimant la ZAC de Saint

VU le plan des annexes et le règlement du service public de gestion des déchets joints au présent arrêté.

ARRÊTE

Article 1

Le plan local d'urbanisme est mis à jour à la date du présent arrêté.

D'une part, **ont été supprimés** sur le plan des annexes :

- le sursis à statuer « Basses ruelles » devenu caduc, selon l'article L424-1 du code de l'urbanisme, depuis le 26 mars 2020.
- la ZAC du Tronc qui Fume et la ZAC de Saint Pie X.

D'autre part, **ont été rajoutés** :

- Le sursis à statuer du Nouveau Tramway au plan des annexes.
- le règlement du service public de gestion des déchets aux annexes du plan local d'urbanisme.

Article 2

Le dossier mis à jour peut être consulté sur le site internet de la Métropole du Grand Nancy ainsi que, aux jours et heures d'ouverture :

- à la Métropole du Grand Nancy,
- à la Mairie d'Essey-lès-Nancy,
- à la Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle.

Article 3

Le présent arrêté sera affiché au siège de la Métropole du Grand Nancy et en mairie d'Essey-lès-Nancy.

Article 4

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Madame la Directrice Départementale des Territoires.

- Monsieur le Maire d'Essey-lès-Nancy.

**Pour le Président,
La Vice-Présidente Déléguée,**



Chaynesse KHIROUNI

le présent arrêté a été publié le : 27/10/2020
notifié le:

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture

Service de la coordination
des politiques publiques

Bureau des procédures
environnementales

ARRETE PREFECTORAL

déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires au renouvellement et à l'extension de la ligne 1 du tramway de la Métropole du Grand Nancy valant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes de Nancy, Essey-lès-Nancy, Saint-Max et Vandoeuvre-lès-Nancy

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L. 1, L. 121-1 à L. 121-4, L. 122-1 à L. 122-5 et R. 121-1 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1-1 et L. 126-1 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 153-54 à L. 153-59, R. 153-14 et R. 153-20 à R. 153-21 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 123-24 à L. 123-26 et R. 352-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le bilan du garant de la concertation préalable organisée par la Métropole du Grand Nancy du 27 novembre 2017 au 27 janvier 2018 ;

Vu la délibération n° 11 du 14 décembre 2018 du conseil de la Métropole du Grand Nancy autorisant notamment son Président à saisir le préfet de Meurthe-et-Moselle d'une demande d'ouverture d'une enquête publique portant sur la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires au renouvellement et à l'extension de la ligne 1 du tramway métropolitain et emportant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme (PLU) des communes de Nancy, Saint-Max, Essey-lès-Nancy et Vandoeuvre-lès-Nancy ;

Vu l'avis du 13 juin 2019 de la Mission Régionale Autorité Environnementale (MRAe) Grand Est sur l'évaluation environnementale du projet ;

Vu le mémoire en réponse de la Métropole du Grand Nancy à l'avis de la MRAe du 13 juin 2019 ;

Vu le procès-verbal d'examen conjoint du dossier de mise en compatibilité des PLU des communes de Nancy, Saint-Max, Essey-lès-Nancy et Vandoeuvre-lès-Nancy du 19 juin 2019 ;

1/5

Vu les avis des conseils municipaux de Houdemont du 4 juin 2019, de Nancy, Essey-lès-Nancy, Villers-lès-Nancy, Vandoeuvre-lès-Nancy et Saint-Max du 24 juin 2019 et de Heillecourt du 25 juin 2019 sur l'évaluation environnementale et sur le dossier d'enquête publique ;

Vu l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle du 25 juin 2019 ordonnant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet valant mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des communes de Nancy, Essey-lès-Nancy, Saint-Max et Vandoeuvre-lès-Nancy ;

Vu l'avis du préfet de Meurthe-et-Moselle du 25 juillet 2019 sur l'étude préalable à la compensation collective agricole du projet de renouvellement et d'extension de la ligne 1 du tramway métropolitain ;

Vu le rapport et les conclusions de la commission d'enquête ;

Vu la délibération du Conseil d'administration de l'Université Lorraine du 17 décembre 2019 ;

Vu les avis complémentaires formulés par les conseils municipaux des communes de Nancy, Saint-Max, Essey-lès-Nancy, Villers-lès-Nancy, Vandoeuvre-lès-Nancy, Houdemont et Heillecourt ;

Vu la délibération du conseil métropolitain du Grand Nancy du 20 décembre 2019 valant déclaration de projet ;

Considérant que l'expropriation, en tout ou partie, d'immeubles ou de droits réels immobiliers ne peut être prononcée qu'à la condition notamment qu'elle réponde à une utilité publique préalablement et formellement constatée à la suite d'une enquête ;

Considérant que l'enquête portant sur la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires au renouvellement et à l'extension de la ligne 1 du tramway métropolitain valant mise en compatibilité des PLU des communes concernées a été organisée du 27 août au 30 septembre 2019 inclus ;

Considérant que le public a pu prendre connaissance du dossier et faire valoir ses observations sur le projet au cours de cette enquête ;

Considérant que la commission d'enquête a émis le 14 novembre 2019 un avis favorable à la réalisation du projet et à la mise en compatibilité des PLU des communes concernées et a assorti son avis de deux réserves et de trois recommandations ;

Considérant que les conseils municipaux de Villers-lès-Nancy, Saint-Max, Nancy, Essey-lès-Nancy, Houdemont, Heillecourt et Vandoeuvre-lès-Nancy ont émis - au vu des résultats de l'enquête publique - un avis complémentaire favorable à la réalisation du projet assorti, le cas échéant, de réserves et/ou de recommandations ;

Considérant que le conseil d'administration de l'Université Lorraine a, par délibération du 17 décembre 2019, émis un avis favorable à l'unanimité à la mise à disposition de parcelles au profit de la Métropole du Grand Nancy en vue de lui permettre de réaliser l'itinéraire alternatif envisagé pour assurer la montée du plateau de Brabois ;

Considérant que la Métropole du Grand Nancy a engagé une concertation avec les différentes parties prenantes au projet (associations, élus, Université de Lorraine, Clinique Saint-André, riverains du Val de Villers, de la rue des Prés et de l'Avenue Roosevelt à Essey-lès-Nancy) et que cette concertation sera poursuivie jusqu'à la réalisation effective du projet ;

Considérant que le conseil métropolitain s'est prononcée le 20 décembre 2019 sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité des PLU des communes de Nancy, Saint-Max, Essey-lès-Nancy et Vandoeuvre-lès-Nancy ;

Considérant que les modifications apportées au projet permettent de lever les deux réserves émises par la commission d'enquête puisque l'itinéraire alternatif retenu pour assurer la montée du plateau de Brabois permet, d'une part, d'extraire du périmètre de la déclaration d'utilité publique les parcelles de jardins de particuliers du Val de Villers et, d'autre part, de redimensionner l'ouvrage d'art initialement prévu en vue d'en limiter ses impacts et d'assurer le passage du tramway à l'arrière de la clinique Saint-André ;

Considérant que les modifications apportées au projet soumis à enquête publique ne remettent pas en cause son économie générale et visent à répondre aux observations formulées par le public au cours de l'enquête et aux réserves émises par la commission d'enquête ;

Considérant que la réalisation du projet permettra de répondre à l'obsolescence du tramway sur pneus – ou TVR (Transport sur Voie Réservée) – actuellement en service ;

Considérant la nécessité pour la Métropole du Grand Nancy de disposer d'un mode de transport en commun écologique et performant capable de répondre aux attentes actuelles et futures des usagers et aux enjeux locaux et nationaux liés à l'amélioration de la qualité de l'air et à la diminution des gaz à effet de serre ;

Considérant que le projet ne peut être réalisé dans des conditions équivalentes sans avoir recours à l'expropriation ;

Considérant que les avantages liés à la réalisation du projet l'emportent sur ses inconvénients ;

Considérant par conséquent que la réalisation du projet de renouvellement et d'extension de la ligne 1 du tramway de la Métropole du Grand Nancy présente un caractère d'utilité publique ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

Article 1 : Les travaux nécessaires au renouvellement et à l'extension de la ligne 1 du tramway de la Métropole du Grand Nancy - tels que présentés dans le dossier soumis à enquête publique et comme modifiés dans le dossier annexé à la déclaration de projet métropolitaine concernant la partie du tracé entre la station « *Campus* » et le secteur dit « *de la prairie du jardin botanique* » - sont déclarés d'utilité publique. Le dossier intitulé « *Notice explicative du tracé optimisé* » annexé à la déclaration de projet métropolitaine est joint au présent arrêté.

Article 2 : La présente déclaration d'utilité publique est prononcée au profit de la Métropole du Grand Nancy.

Article 3 : La Métropole du Grand Nancy est autorisée à acquérir les immeubles nécessaires à la réalisation du projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 4 : Le document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique des travaux nécessaires au renouvellement et à l'extension de la ligne 1 du tramway métropolitain est annexé au présent arrêté.

Article 5 : Les mesures prévues dans l'évaluation environnementale visant à éviter, réduire et/ou compenser les impacts temporaires et permanents du projet devront être intégralement mises en œuvre par la Métropole du Grand Nancy. L'évaluation environnementale du projet peut être consultée par le public dans les conditions fixées à l'article 8 du présent arrêté (pièce I du dossier soumis à enquête publique).

La Métropole du Grand Nancy sera en outre tenue de remédier aux dommages susceptibles de compromettre la structure d'une exploitation agricole en participant financièrement à la réparation de ces dommages dans les conditions prévues aux articles L. 123-24 à L. 123-26 et R. 352-1 du code rural et de la pêche maritime.

Article 6 : La Métropole du Grand Nancy devra attester pendant toute la durée des travaux de la réalisation effective des mesures visées à l'article 5 du présent arrêté en adressant au préfet de Meurthe-et-Moselle un bilan semestriel des actions engagées. Aucune modification ne pourra être apportée aux mesures prévues à l'article 5 du présent arrêté sans accord préalable du préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Le présent arrêté emporte la mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme (PLU) des communes de Nancy, Saint-Max, Essey-lès-Nancy et Vandoeuvre-lès-Nancy - telle que présentée dans le dossier soumis à enquête publique et comme modifiée dans le dossier annexé à la déclaration de projet métropolitaine concernant le PLU de Vandoeuvre-lès-Nancy.

Article 8 : Le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet valant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes précitées, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête, la déclaration de projet métropolitaine et le présent arrêté peuvent être consultés pendant toute la durée des travaux selon les modalités suivantes :

- au siège de la Métropole du Grand Nancy (22-24 Viaduc Kennedy – 54 000 NANCY) sur rendez-vous aux jours et heures d'ouverture habituels au public
- à la préfecture de Meurthe-et-Moselle (1 rue du préfet Claude Erignac – 54 000 NANCY) sur rendez-vous aux jours et heures d'ouverture habituels au public
- sur le site Internet de la Métropole du Grand Nancy accessible à partir du lien suivant : <https://www.grandnancy.eu/accueil/>
- sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle accessible à partir du lien suivant : <http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr/> - Rubrique « *Politiques publiques* » - « *Aménagement du territoire* ».

Toute personne peut obtenir – sur sa demande et à ses frais - une copie des documents énoncés ci-avant en adressant une demande écrite au préfet de Meurthe-et-Moselle à l'adresse précitée.

Article 9 : Le présent arrêté sera :

- affiché dans les communes de Nancy, Saint-Max, Essey-lès-Nancy, Vandoeuvre-lès-Nancy, Villers-lès-Nancy, Heillecourt et Houdemont pendant un mois aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs ;
- affiché au siège de la Métropole du Grand Nancy pendant un mois aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs ;
- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle consultable à l'adresse suivante : <http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr/> - Rubrique « *Publications* ».

Les modalités de publicité de cet arrêté – telles que décrites au présent article - seront précisées dans une annonce légale qui sera diffusée dans les journaux suivants : « *L'Est Républicain* » et « *La Semaine* ».

Article 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet dans le délai de deux mois d'un recours gracieux et/ou contentieux dans les conditions suivantes :

- recours gracieux : ce recours doit être adressé au préfet de Meurthe-et-Moselle. En l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa date de réception, le recours gracieux doit être considéré comme implicitement rejeté ;
- recours contentieux : ce recours doit être adressé au Tribunal administratif de Nancy à l'adresse suivante : 5 place de la Carrière – C.O. N° 20038 - 54036 NANCY. Le Tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "*Télérecours citoyens*" accessible par le site Internet www.telerecours.fr. Le délai de recours contentieux est prorogé de deux mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux.

Article 11 : La secrétaire générale de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Président de la Métropole du Grand Nancy ainsi que les maires des communes de Nancy, Saint-Max, Essey-lès-Nancy, Vandoeuvre-lès-Nancy, Villers-lès-Nancy, Heillecourt et Houdemont sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à :

- Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy ;
- M. le Président du Conseil départemental ;
- M. le Président du Conseil régional ;
- M. le directeur départemental des Territoires ;
- M. le responsable de l'Unité départementale 54/55 de la DREAL Grand Est ;
- Mme la responsable de l'Unité territoriale de l'Agence régionale de Santé ;
- Mme la responsable de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine ;
- M. le président de la commission d'enquête.

Fait à Nancy, le 11 FEV. 2020

Le préfet
Eric FREYSSELINARD

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2013



EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY

POLITIQUE PUBLIQUE :
LA QUALITÉ URBAINE ET RÉSIDENTIELLE
AU SERVICE DE TOUS

SEANCE DU : 20 DECEMBRE 2013

DELIBERATION N° : 7

OBJET :
APPROBATION DE LA MODIFICATION DU
P.L.U. D'ESSEY-LÈS-NANCY

RAPPORTEUR : M. CANDAT

EXPOSE DES MOTIFS

Le plan local d'urbanisme de la commune d'Essey-lès-Nancy, approuvé le 12 octobre 2007, a déjà fait l'objet d'une première modification approuvée le 29 septembre 2011.

Des adaptations du document d'urbanisme, qui ne remettent pas en cause le Projet d'Aménagement et de Développement Durables et donc l'économie générale du P.L.U. sont aujourd'hui nécessaires pour suivre la mutation du tissu urbain, ainsi que pour procéder à des améliorations techniques et des mises à jour réglementaires mineures.

Il a donc été décidé d'engager une procédure de modification du P.L.U. de Essey-lès-Nancy, dont les objectifs, détaillés dans la notice synthétique jointe, sont les suivants :

- **renforcer la vocation économique de l'entrée d'agglomération**, en faisant évoluer le règlement et la zone 3AU située route d'Agincourt, pour régulariser l'occupation du site par la déchetterie communautaire. Aussi, la partie sud de la route d'Agincourt est basculée en zone 2AUx, destinée à être urbanisée par des activités économiques, et la partie nord est basculée en zone 2AU, qui ne sera ouverte à l'urbanisation qu'après une nouvelle procédure de modification.
- **conforter et pérenniser l'activité de la polyclinique Louis Pasteur**, par extension de la zone UE sur les propriétés acquises par celle-ci. Un sous-secteur spécifique UEb est créé sur les parcelles concernées afin de garantir une harmonie des gabarits avec les constructions existantes rues Pasteur et Briand.
- **entériner la mutation du projet de la rue des Coteaux**, modifié par délibération du Conseil communautaire le 6 juillet 2012, pour devenir une voie limitée aux modes de déplacement doux, de type "voie verte" permettant de relier l'Est et le Nord de l'agglomération. Cette évolution du projet a conduit à modifier la nature et la taille de l'emplacement réservé, ainsi que le zonage des secteurs concernés.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2013

- **permettre des adaptations réglementaires ponctuelles, favorisant la réalisation de projets immobiliers**, qui sont de nature à compléter et à diversifier l'offre sur des secteurs bien desservis par les transports en commun. Sont particulièrement concernés les sites de :
 - la Z.A.C. Saint Pie X, sur les dernières parcelles non commercialisées qui offrent l'opportunité de développer des logements en faveur des seniors, conformément aux objectifs du 6^{ème} P.L.H.D.,
 - le secteur d'aménagement Flageollet-Calmès dont l'orientation particulière d'aménagement et le zonage du site évoluent au regard des contraintes du site.
- **procéder à une mise à jour du P.L.U. avec :**
 - la suppression de deux emplacements réservés, selon que leur objet est réalisé ou que le projet porté par la commune est abandonné,
 - la prise en compte du nouveau réseau de transport urbain "Stan 2013" et de sa nouvelle ligne structurante n°3 dans les normes de stationnement,
 - la mention du risque de ruissellement des eaux pluviales, suites aux événements orageux des 21 et 22 mai 2012,
 - le report sur le plan des annexes du Programme d'Aménagement d'Ensemble "Coeur Plaine Rive Droite" et du périmètre du droit de préemption urbain suite aux évolutions des zones urbaines.
- **procéder à une actualisation du P.L.U. au regard des évolutions réglementaires, à la faveur de :**
 - la prise en compte du décret du Conseil d'Etat du 24 octobre 2011 portant modification des limites territoriales entre les commune d'Essey-lès-Nancy et de Pulnoy,
 - la prise en compte de la réforme des surfaces de référence utilisées dans le droit de l'urbanisme, suite à la disparition de la notion de S.H.O.N., remplacée par la notion de surface de plancher,
 - l'actualisation des normes applicables au stationnement des vélos.

L'enquête publique concernant ce dossier a été prescrite par arrêté du Président (URBA094) le 9 septembre 2013, conformément aux articles L.123-10 et R.123-19 du code de l'urbanisme. Elle s'est déroulée du 14 octobre au 14 novembre 2013 inclus.

Le commissaire enquêteur a relevé quatre observations déposées sur le registre disponible en commune ou par courrier. Celles-ci ont fait l'objet d'un examen attentif. Hormis les observations qui ne portaient pas directement sur les points de modification soumis à l'enquête, les observations concernaient :

- une demande de rectification de l'emplacement réservé n°12 relatif à l'élargissement du chemin d'Abron et à l'amorce d'une voie de desserte de la zone 2AU : cette demande ne pourra être traitée qu'au moment d'une procédure future et dans le cadre d'une étude globale et cohérente sur le devenir de la zone 2AU et sur ses conditions d'aménagement.
- une contribution générale "d'Europe écologie les Verts" sur l'ensemble du dossier soumis à enquête, qui questionne globalement les différents projets au regard des impacts notamment environnementaux et paysagers. Sans préjuger de la pertinence de ces remarques et observations, celles-ci remettant en cause la traduction des orientations inscrites dans le P.A.D.D. Elles ne pourront donc être analysées que lors d'une révision, c'est à dire dans le cadre du P.L.U. communautaire. D'autres éléments de débat sur des

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2013

politiques mises en oeuvre par le Grand Nancy et qui trouvent une résonance dans le P.L.U. ne sont pas de nature à remettre en cause la rédaction du P.L.U. tel qu'il en ressort de cette modification.

En outre, il y a lieu de prendre en compte des demandes complémentaires qui ont été émises par le Grand Nancy préalablement au démarrage de l'enquête publique, concernant certains ajustements mineurs du dossier et notamment :

- la suppression de l'emplacement réservé n°2 relatif à la voie nouvelle de la vallée de l'Amezule, telle que confirmée par le conseil général de Meurthe-et-Moselle,
- la prise en compte de la récente révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres routières et ferroviaires.

Ainsi, et sur le fondement de ces remarques, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable, sans aucune réserve au projet de modification du P.L.U. d'Essey-lès-Nancy.

Le dossier de modification du P.L.U. d'Essey-lès-Nancy ainsi amendé suite à l'enquête publique est donc prêt à être approuvé.

DELIBERATION

En conséquence, et après avis favorable de la commission "Qualité de l'espace public et déplacements" du 5 décembre 2013, il vous est demandé d'approuver le dossier modifié du P.L.U. d'Essey-lès-Nancy.

La présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie et à la Communauté urbaine pendant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la Communauté urbaine. Le territoire du Grand Nancy étant désormais couvert par un schéma de cohérence territorial approuvé (S.C.o.T. Sud 54), elle sera exécutoire à compter de l'accomplissement des mesures de publicité et de sa transmission en Préfecture.

Le P.L.U. modifié est tenu à la disposition du public à la mairie de Essey-lès-Nancy, à la Communauté urbaine du Grand Nancy et à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle aux jours et heures habituels d'ouverture de chaque administration au public. Par ailleurs, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public pendant un an à la Communauté urbaine du Grand Nancy ainsi que sur le site internet de la Communauté urbaine, à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la mairie de Essey-lès-Nancy.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire n° 7 BUREAU DE COMMUNAUTE DU vendredi 20 décembre 2013 14h00

PRESIDENCE : André ROSSINOT

ÉTAIENT PRÉSENTS

Mr ALLÉ	Paul	Vandoeuvre	Mr BÉGORRE	Henri	Maxéville
Mr BERTAUD	Philippe	Nancy	Mr BOILEAU	Pierre	Ludres
Mr BOULANGER	Alain	Fléville	Mr BOULY	Serge	Laneuveville
Mr CANDAT	Michel	Saulxures	Mr DESSEIN	Jean-Pierre	Art-sur-Meurthe
Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy	Mr GARCIA	Laurent	Laxou
Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy	Mr HURPEAU	Jean-Pierre	Jarville
Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy	Mr KIELISZEK	Jean-Daniel	Ludres
Mme LEROY	Marie-Christine	Dommartemont	Mme MAIRE	Aline-Sophie	Nancy
Mr PARRA	Christian	Nancy	Mr PENSALFINI	Eric	Saint-Max
Mr RONGEOT	Gérard	Nancy	Mr ROSSINOT	André	Nancy
Mr ROYER	Gérard	Pulnoy	Mr SARTELET	Didier	Heillecourt
Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy	Mr THIÉBERT	Jean-Louis	Nancy
Mme VALTON	Anne	Houdemont			

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mme CARRARO	Chantal	Nancy	Mr CHANUT	Henri	Seichamps
Mme CREUSOT	Nicole	Nancy	Mr FÉRON	Hervé	Tomblaine
Mr FRANOUX	Jean-Pierre	Malzéville	Mr GERARDOT	Christophe	Laxou
Mr HABLOT	Stéphane	Vandoeuvre	Mme HERMOUET-PAJOT	Jacqueline	Villers-lès-Nancy
Mr HUSSON	Jean-François	Nancy	Mr MASSON	Bertrand	Nancy
Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy	Mr PONCELET	Philippe	Vandoeuvre

AVAIENT DONNÉ POUVOIR :

Mr HATZIG	Patrick	Nancy	à Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy
Mme LAITHIER	Elisabeth	Nancy	à Mme MAIRE	Aline-Sophie	Nancy
Mr MULLER	François	Vandoeuvre	à Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy
Mr WERNER	François	Villers-lès-Nancy	à Mr BERTAUD	Philippe	Nancy

le présent acte a été publié le :

 Pour extrait, le président,
 pour le président, le vice-président délégué :

Accusé de réception en préfecture

054-245400676-20110929-B21-290911-DE

Date de signature : -

Date de réception : 03/10/2011

EXTRAIT



DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY

POLITIQUE PUBLIQUE :
LA QUALITÉ URBAINE ET RÉSIDENTIELLE
AU SERVICE DE TOUS

SEANCE DU : 29 SEPTEMBRE 2011

DELIBERATION N°: 21

OBJET :
APPROBATION DE LA MODIFICATION DU
P.L.U. D'ESSEY-LÈS-NANCY

RAPPORTEUR : M. CANDAT

EXPOSE DES MOTIFS

Le plan local d'urbanisme de la commune d'Essey-lès-Nancy a été approuvé le 12 octobre 2007.

Des adaptations réglementaires qui ne remettent pas en cause l'économie générale du document d'urbanisme sont aujourd'hui nécessaires pour la prise en compte des risques naturels dont la connaissance a évolué en 2010, pour l'évolution du site des anciennes casernes Kléber, ainsi que pour une série d'ajustements réglementaires mineurs. Les changements apportés sont conformes aux orientations du P.A.D.D. et font évoluer le document d'urbanisme, dans le sens des projets anticipés par le P.L.U. dès 2007.

Il a donc été décidé d'engager une procédure de modification du P.L.U. dont les objectifs sont les suivants :

- **Prendre en compte la carte des aléas de mouvement de terrain** qui a été révisée par la Direction Départementale des Territoires en avril 2010. Cette carte réalisée au 1/5000^{ème}, annule et remplace l'atlas des aléas de mouvement de terrain au 1/25000^{ème} diffusé en 2000. Les limites des différentes zones de la carte des aléas ont été superposées au plan de zonage du P.L.U., ce qui a abouti à la suppression de zone d'urbanisation future 3AU et d'une partie de zone UX au Nord-Est de la commune à proximité de l'Amezule, situées dans une zone d'aléa fort. C'est une zone réputée inconstructible à l'exception des abris légers, des équipements, ou infrastructures qui ne peuvent être implantés ailleurs et des travaux sur l'existant.
Le règlement rappelle désormais l'existence de ce risque en introduction de chaque zone, car les projets courants et non courants en zone d'aléa moyen devront faire l'objet d'une étude géotechnique, ainsi que les projets non courants en zone d'aléa faible.
- **Accompagner l'évolution programmée des casernes Kleber** dans le cadre des restructurations engagées par le ministère de la défense. La requalification de ce site est actuellement en cours dans le cadre d'un Plan Local de Revitalisation, dans lequel la commune d'Essey est partie prenante avec le Grand Nancy, l'Etat et l'E.P.F. Lorraine.
Il est prévu d'y autoriser l'implantation d'équipements, de services collectifs ou d'intérêt général, afin d'accompagner l'évolution progressive de cette enclave militaire vers un éco-quartier. Le S.D.I.S. souhaite, par exemple, y conforter ses activités.

Pour ce faire, il a été proposé, dans une première étape, de faire évoluer le règlement de la zone UM en termes d'occupation des sols autorisées et de hauteur. La seconde étape sera la définition plus précise de secteurs du P.L.U. en lien avec la définition de la trame verte d'agglomération et le projet urbain global du territoire à enjeux des Plaines Rives Droites, du fait de la proximité du site avec l'Aérodrome et les Plaines Flageul et le Coeur des Plaines Rive Droite.

- **Adapter le P.L.U. pour protéger certains coeurs d'îlots** : pour faire suite à un périmètre de sursis à statuer instauré sur le secteur des Basses Ruelles et dans la continuité du travail effectué sur le tissu urbain pour le maintien des espaces verts ou jardinés, initié lors du passage en P.L.U., plusieurs protections de coeur d'îlot ont été instaurées. Ces espaces végétalisés souvent enclavés offrent ponctuellement des possibilités de densification. Or, ces coeurs d'îlots sont également des espaces de respiration qui font partie de la trame verte de la commune. Un équilibre doit donc être trouvé.
Des dispositions graphiques et réglementaires sont apportées au document du P.L.U., essentiellement sur le secteur à l'Est de la rue du Four, à proximité de la mairie, où un projet d'équipement public est envisagé à moyen terme et sur les parcelles dont les façades donneraient sur le Chemin des Basses Ruelles.

- **Adapter le document du P.L.U. aux évolutions urbaines** :

Cela se traduit par :

- la création d'une Orientation Particulière d'Aménagement sur le secteur Flageollet-Calmès permettant le désenclavement et la requalification de terrains supportant d'anciennes activités. -
 - Il s'agit de garantir une mixité résidentielle dans le secteur, en instaurant un périmètre de mixité sociale, avec un taux de réalisation de logements locatifs aidés fixé à 20%, ainsi qu'un taux de logement en accession sociale fixé à 12%, en conformité avec les objectifs du 6ème P.L.H.D.
 - Il s'agit également de proposer aux ménages, un habitat de qualité : les constructions à usage d'habitation autorisées devront donc respecter des normes de performances énergétiques au moins égales à celles correspondant aux critères du label B.B.C. en vigueur à la date de construction.
- la confirmation de l'interdiction de réalisation de constructions à usage d'habitation dans les zones à vocation d'activités UX, où elles sont autorisées, à condition qu'elles soient destinées au logement de fonction ou de surveillance. Suite à de nombreux abus, il est proposé d'y interdire, la réalisation de constructions à usage d'habitation et de n'autoriser que l'extension de constructions à usage d'habitation existantes dans la limite de 20 m² de S.H.O.N. La commune ne souhaite pas que ces espaces puissent accueillir des constructions à usage d'habitation, pour lesquelles le voisinage avec la zone d'activité peut s'avérer difficile.
- la gestion du stationnement en zone UBa, pour éviter la congestion de l'espace public, il convient de restreindre le nombre de bateaux d'accès aux propriétés privées sur la voirie et donc de limiter à un seul, le nombre d'accès aux parcelles dans certaines rues.
- **Adapter le document du P.L.U. au zonage d'assainissement** :
Les annexes sanitaires ont également été revues, à l'instar de l'article 4 et si besoin de l'article 5 du règlement du P.L.U., pour être mises en cohérence avec les exigences du zonage d'assainissement du Grand Nancy.
- **Améliorer ou corriger le P.L.U.** en supprimant, modifiant et créant des emplacements réservés, en intégrant le plan des sentiers qui figurait auparavant dans l'ancien P.O.S. de la commune, en supprimant un périmètre de Z.A.C. devenu caduc et en procédant enfin à des adaptations rédactionnelles favorisant la compréhension du document.

L'enquête publique a été prescrite par arrêté URBA064 du 9 mai 2011, conformément aux articles L123-10, L123-13 et R123-19 du code de l'urbanisme. Elle s'est déroulée du 6 juin

au 6 juillet 2011 inclus. Le registre d'enquête disponible en Communauté urbaine est resté vierge, tandis qu'en mairie deux requêtes ont été formulées sur le registre.

Le commissaire enquêteur a par ailleurs, annexé un courrier contenant les observations complémentaires de la mairie d'Essey-lès-Nancy confirmées par un courrier du Grand Nancy. Ces remarques concernent principalement :

- une évolution plus poussée du règlement de la zone UM autorisant l'habitat, l'activité et les services, conformément aux discussions intervenues dans le cadre du contrat de site avec l'Etat et aux esquisses préalables de l'A.D.U.A.N. sur le secteur des Casernes Kleber,
- le retrait du dossier du règlement local de publicité prévu pour être finalement abrogé en septembre 2011 par la municipalité,
- la suppression de la mention de la Z.A.D des P.R.D., caduque depuis 2009 et néanmoins présente sur la planche graphique des annexes,
- la prise en compte demandée par le Grand Nancy du changement des limites du ban communal avec la commune de Pulnoy, validé et voté en 2007 après enquête publique et qui doit faire l'objet d'un décret imminent. Il est à noter que le décret correspondant et numéroté NORIOCA1115268D doit être signé au mois de septembre 2011, la préfecture ayant transmis l'avis favorable émis par le Conseil d'Etat.

Ces ajustements mineurs dont la nécessité est apparue au cours de la procédure et dont l'objet entrait parfaitement dans l'économie générale du P.L.U., ainsi que dans l'objet initial de l'enquête ont été pris en compte par le commissaire enquêteur, qui en revanche ne se prononce pas sur l'évolution des limites communales, objet d'une enquête précédente et validée par le Conseil d'Etat.

Par ailleurs, le commissaire enquêteur a reçu des demandes de particuliers concernant essentiellement deux points supplémentaires :

- une diminution des hauteurs maximales de bâti autorisées sur une partie de la rue du Général Leclerc, que le commissaire enquêteur n'a pas entérinée au motif de l'importance de cette modification considérée comme majeure au regard de l'économie générale du P.L.U. et de son esprit contraire à la densification potentielle du coeur de ville ;
- la préservation d'un îlot supplémentaire dans le secteur A. Briand et ses alentours dont le caractère pavillonnaire mérite d'être préservé, partiellement suivie : en sous-secteur UBa, la hauteur des constructions réalisées au-delà d'une bande de 20m à compter du domaine public sera limitée à 11m au faîtage, mais la protection du coeur d'îlot paraît trop contraignante au regard des enjeux urbains de ce quartier.

Cette enquête a donné lieu à un avis du commissaire enquêteur qui a choisi, en conclusion générale, d'émettre un avis favorable au projet de modification du plan local d'urbanisme tenant compte des modifications exposées ci-dessus.

Le dossier modifié en conséquence est désormais prêt à être approuvé.

DELIBERATION

En conséquence et après avis favorable de la commission "Qualité de l'espace public et déplacements" du 15 septembre 2011, il vous est demandé d'approuver le dossier modifié du P.L.U. d'Essey-lès-Nancy.

La présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123.24 et R 123.25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie et à la Communauté urbaine pendant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département ainsi que sa publication au recueil des actes administratifs de la Communauté urbaine. Elle sera exécutoire à compter de sa

transmission au Préfet et de l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Le P.L.U. modifié est tenu à la disposition du public à la mairie, à la Communauté urbaine et à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle aux jours et heures habituels d'ouverture de chaque administration au public. Par ailleurs, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur sont à la disposition du public pendant un an à la Communauté urbaine du Grand Nancy - immeuble Chalnot.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ



ÉTAIENT PRÉSENTS

Mr ALLÉ	Paul	Vandoeuvre	Mr BÉGORRE	Henri	Maxéville
Mr BERTAUD	Philippe	Nancy	Mr BOILEAU	Pierre	Ludres
Mr BOULANGER	Alain	Fléville	Mr BOULY	Serge	Laneuveville
Mr CANDAT	Michel	Saulxures	Mme CARRARO	Chantal	Nancy
Mr CHANUT	Henri	Seichamps	Mme CREUSOT	Nicole	Nancy
Mr DESSEIN	Jean-Pierre	Art-sur-Meurthe	Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy
Mr FÉRON	Hervé	Tomblaine	Mr FRANOUX	Jean-Pierre	Malzéville
Mr GERARDOT	Christophe	Laxou	Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy
Mr HATZIG	Patrick	Nancy	Mme HERMOUET-PAJOT	Jacqueline	Villers-lès-Nancy
Mr HURPEAU	Jean-Pierre	Jarville	Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy
Mr KIELISZEK	Jean-Daniel	Ludres	Mme LAITHIER	Elisabeth	Nancy
Mme LEROY	Marie-Christine	Dommartemont	Mme MAIRE	Aline-Sophie	Nancy
Mr MASSON	Bertrand	Nancy	Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy
Mr RONGEOT	Gérard	Nancy	Mr ROSSINOT	André	Nancy
Mr ROYER	Gérard	Pulnoy	Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy
Mr THIÉBERT	Jean-Louis	Nancy	Mme VALTON	Anne	Houdemont
Mr WERNER	François	Villers-lès-Nancy			

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mr HABLOT	Stéphane	Vandoeuvre	Mr PONCELET	Philippe	Vandoeuvre
-----------	----------	------------	-------------	----------	------------

AVAIENT DONNÉ POUVOIR :

Mr GARCIA	Laurent	Laxou	à	Mr ROYER	Gérard	Pulnoy
Mr HUSSON	Jean-François	Nancy	à	Mr BÉGORRE	Henri	Maxéville
Mr MULLER	François	Vandoeuvre	à	Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy
Mr PARRA	Christian	Nancy	à	Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy
Mr PENSALFINI	Eric	Saint-Max	à	Mr CANDAT	Michel	Saulxures
Mr SARTELET	Didier	Heillecourt	à	Mr BOULY	Serge	Laneuveville





EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY

POLITIQUE PUBLIQUE :
LA QUALITE URBAINE ET RESIDENTIELLE
AU SERVICE DE TOUS

SEANCE DU : 12 OCTOBRE 2007

DELIBERATION N° : 23

OBJET :
APPROBATION DU PLAN LOCAL
D'URBANISME D'ESSEY-LES-NANCY

RAPPORTEUR : M. GRANDJEAN

EXPOSE DES MOTIFS

Par délibération du 19 décembre 2003, le Conseil communautaire a prescrit la révision du P.O.S en P.L.U. de la commune d'Essey-lès-Nancy. Les principaux objectifs de cette révision sont :

- adapter le contenu du document d'urbanisme au nouveau contexte réglementaire de la loi solidarité et renouvellement urbains et de la loi urbanisme et habitat,
- prendre en compte à l'échelon communal, des orientations générales définies par la Communauté Urbaine en terme d'habitat, de déplacements et d'environnement : mise en compatibilité du P.L.U. avec le programme local de l'habitat et le plan de déplacements urbains et mise en cohérence avec les orientations connues du plan paysage et de l'Agenda 21....
- ajuster le P.L.U. et son règlement aux évolutions urbaines qu'a connues la commune depuis la dernière révision, avec notamment la constitution d'un projet d'aménagement et de développement durable dont les orientations sont les suivantes :
- accompagner l'évolution du centre-bourg vers un véritable centre-ville, en favorisant le renouvellement du tissu urbain, en encadrant les évolutions des espaces mutables (cœur d'îlots, friches...) et en imposant dans le règlement un vocabulaire de centre urbain (alignement, hauteur...),
- créer les conditions du maintien et du développement des grands équipements, tels le C.R.E.P.S. et la Polyclinique Pasteur,
- intégrer les zones d'extension dans le tissu urbain d'Essey-lès-Nancy et dans le schéma de développement de l'agglomération : Perspectives Rive Droite, casernes Kléber, etc...,
- conforter le caractère naturel dominant des hauts d'Essey-lès-Nancy et délimiter l'urbanisation au pied des coteaux,
- renforcer la fonction économique de l'entrée d'agglomération.

.../...

Par délibération du 9 février 2007, le conseil de communauté a arrêté le projet de P.L.U. révisé. Par arrêté n°DEVURB044 en date du 12 avril 2007, le Président de la Communauté urbaine a prescrit l'enquête publique qui s'est déroulée du 30 mai au 2 juillet 2007 inclus.

Le commissaire enquêteur a recueilli 5 observations sur les registres ou par courrier, qui concernent des demandes liées aux règles de prospect et de constructibilité. Ces observations ont donné lieu à un avis du commissaire enquêteur. Les remarques allant dans le sens d'une amélioration du P.O.S. ont été retenues et notamment l'ajustement du périmètre du cœur d'îlot de la rue Roger BERIN et le passage en zone 3AU d'une parcelle en pied de coteaux, pour le développement à long terme d'une activité économique.

Par ailleurs, la Communauté urbaine et la commune d'Essey-lès-Nancy ont déposé chacune un courrier concernant la modification ou la création de certaines règles particulières ou certains ajustements mineurs dont la nécessité est apparue au cours de la procédure et dont l'objet entre parfaitement dans l'esprit de la révision du P.L.U, notamment avec un ajustement du tracé de l'emplacement réservé n°16 destiné à la construction d'un bassin de rétention des eaux pluviales près de la caserne Kléber sur le ruisseau du Grémillon.

Enfin, certains avis émanant des personnes publiques associées à la révision et joints au dossier d'enquête publique ont donné lieu à des corrections, comme :

- les compléments à apporter au rapport de présentation et au P.A.D.D. concernant la prise en compte du plan de déplacements urbains et des risques naturels, demandés par le Préfet, ainsi que la suppression des superficies minimales d'opération dans les zones 1AU. Celles-ci seront donc reclassées en zone 2AU ou 3AU dans l'attente de la définition d'un projet d'aménagement plus précis,

- le reclassement d'une partie de la zone militaire en zone aéroportuaire, demandé par le Ministère de la Défense.

En conclusion générale, le commissaire enquêteur a donné un avis favorable au projet de P.L.U. après avoir analysé les différentes remarques et avis. Le dossier de P.L.U. définitif intègre ces modifications. Il est donc prêt à être approuvé, conformément à l'article L123-10 du code de l'urbanisme.

Enfin, il est rappelé que l'approbation du P.L.U. actualise, de fait, les délimitations et dénominations des zones où s'exerçait déjà le droit de préemption urbain délégué à la commune d'Essey-Lès-Nancy sur les zones U et AU (anciennement zones NA) par délibération du conseil communautaire du 9 février 1996.

DELIBERATION

En conséquence, et sur avis favorable de la commission "Politique de la Ville-Urbanisme et Habitat" du 27 septembre 2007, il vous est demandé de bien vouloir approuver la révision du plan d'occupation des sols de la commune d'Essey-lès-Nancy.

La présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123.24 et R 123.25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie ainsi qu'au siège de la Communauté urbaine durant un mois et d'une mention dans deux journaux locaux.

Conformément à l'article R 123.25 du code de l'urbanisme, le P.L.U. approuvé est tenu à la disposition du public en mairie, à la Communauté urbaine et à la Préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Conformément à l'article L123-12, la présente délibération sera exécutoire dans un délai d'un mois à compter de sa réception par le Préfet et après accomplissement des mesures de publicité.

ADOpte A L'UNANIMITE

(2 abstentions)



PRESIDENCE : André ROSSINOT Le président certifie sous sa responsabilité
le caractère exécutoire de cet acte
reçu à la Préfecture le :

17 OCT. 2007

ÉTAIENT PRÉSENTS

Mr BAILLY	André	Jarville	Mr BÉGORRE	Henri	Maxéville
Mr BERLEMONT	Jean-Michel	Nancy	Mr BILLON	Denis	Tomblaine
Mr BOLMONT	Jean-Paul	Malzéville	Mme BONNEVILLE	Danielle	Saulxures
Mr BOULY	Serge	Laneuveville	Mr CHAPPUT	Jean-Louis	Vandœuvre
Mr CHARPENTIER	Jacky	Jarville	Mr CHONÉ	Charles	Ludres
Mr CLAUDEL	François	Jarville	Mr COULOM	Thierry	Nancy
Mme de MARTIN	Béatrice	Nancy	Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy
Mr GAUTHROT	Roger	Heillecourt	Mme GAZIN	Mireille	Maxéville
Mr GRANDEMANGE	Claude	Nancy	Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy
Mme GUIDAT	Claudine	Nancy	Mr GUILLERME	Claude	Laxou
Mr GUYOT	Jean-Jacques	Nancy	Mr HÉNART	Laurent	Nancy
Mme HERMAN	Dominique	Nancy	Mlle HERVÉ	Françoise	Nancy
Mr HUSSON	Olivier	Nancy	Mr HUSSON	Jean-François	Nancy
Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy	Mme JULLIAN	Marie-Christine	Nancy
Mr KIELISZEK	Jean-Daniel	Ludres	Mme KLAEYLE	Josiane	Malzéville
Mme LAITHIER	Elisabeth	Nancy	Mme LEBON	Catherine	Nancy
Mr LEGRAND	Alain	Seichamps	Mme LEVY-JURIN	Valérie	Nancy
Mr MAINARD	Robert	Villers-lès-Nancy	Mme MARNIER	Marie-Christine	Villers-lès-Nancy
Mr MARTINUZZI	René	Domartremont	Mr MASSON	Bertrand	Laxou
Mr MERGAUX	Olivier	Nancy	Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy
Mr MULLER	François	Vandœuvre	Mme NICOLAS	Françoise	Vandœuvre
Mr PANNIER	Nicolas	Vandœuvre	Mr PARRA	Christian	Nancy
Mr PÉLISSIER	François	Nancy	Mr ROSSINOT	André	Nancy
Mme ROSSO-DEBORD	Valérie	Nancy	Mr ROYER	Gérard	Pulnoy
Mr SCHAFF	Gilles	Art-sur-Meurthe	Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy
Mr SEYER	Claude	Saint-Max	Mme SIMONNET	Christine	Essey-lès-Nancy
Mr STEINMETZ	Pierre	Vandœuvre	Mr STOERKEL	Gérard	Saint-Max
Mr THIÉBERT	Jean-Louis	Nancy	Mme VALTON	Anne	Houdemont
Mr VANDEVELDE	Jean-Luc	Vandœuvre	Mr WERNER	François	Nancy
Mme ZABÉ	Renée	Nancy			

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mr ANTOINE	Gilbert	Laxou	Mr CALISESI	Jean-Claude	Nancy
Mme CREUSOT	Nicole	Nancy	Mr DENIS	Jean-Jacques	Nancy
Mr FÉRON	Hervé	Tomblaine	Mr MICHEL	Gérard	Nancy
Mr POZZI	Fabio	Laxou			

AVAIENT DONNÉ POUVOIR :

Mme CAPIAUMONT	Josette	Nancy	à	Mr BOULY	Serge	Laneuveville
Mr CILLA	Daniel	Vandœuvre	à	Mlle HERVÉ	Françoise	Nancy
Mr GIRARD	Jean-Marie	Fléville	à	Mr ROYER	Gérard	Pulnoy
Mme GUIDON	Corinne	Vandœuvre	à	Mr PANNIER	Nicolas	Vandœuvre
Mr HATZIG	Patrick	Nancy	à	Mr MERGAUX	Olivier	Nancy
Mr KOBUTA	Jean-Michel	Villers-lès-Nancy	à	Mme MARNIER	Marie-Christine	Villers-lès-Nancy
Mme MAYEUX	Sophie	Nancy	à	Mme GUIDAT	Claudine	Nancy
Mr PENSALFINI	Eric	Saint-Max	à	Mr STOERKEL	Gérard	Saint-Max
Mr PERROT	Cyrille	Villers-lès-Nancy	à	Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy
Mr PONCELET	Philippe	Vandœuvre	à	Mme SIMONNET	Christine	Essey-lès-Nancy
Mr ROUSSELOT	Pierre	Vandœuvre	à	Mme KLAEYLE	Josiane	Malzéville
Mme SCHAEFFER	Lilli-Anne	Nancy	à	Mr GRANDEMANGE	Claude	Nancy
Mr VERGNAT	Pierre	Heillecourt	à	Mr GAUTHROT	Roger	Heillecourt
Mr VOUAUX	Gérard	Laxou	à	Mr GUILLERME	Claude	Laxou

le présent acte a été publié le :

15 OCT. 2007



Pour extrait, le président,
pour le président, le vice-président délégué :



EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY

ARRET DU PLAN LOCAL D'URBANISME
D'ESSEY-LES-NANCY - BILAN DE LA
CONCERTATION

SEANCE DU : 9 FEVRIER 2007

DELIBERATION N° : 22

RAPPORTEUR : M. GRANDJEAN

EXPOSE DES MOTIFS

Le Plan d'Occupation des Sols (P.O.S) d'Essey-lès-Nancy a été approuvé le 24 mars 2000 par le Conseil Communautaire.

Une procédure de révision du P.O.S. en P.L.U. a été prescrite par délibération du Conseil Communautaire en date du 19 décembre 2003, en précisant les objectifs de cette révision ainsi que les modalités de concertation mises en œuvre tout au long de la procédure :

Les principaux objectifs de cette révision du P.O.S. en P.L.U. sont les suivants :

- adapter le P.L.U et son règlement aux évolutions urbaines que la commune a connues depuis la dernière révision, avec notamment la constitution d'un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.).
- adapter le contenu du document d'urbanisme au nouveau contexte réglementaire de la loi solidarité et renouvellement urbains et de la loi urbanisme et habitat, en intégrant notamment les règles d'urbanisme des ZAC Saint Pie X et Pulnoy-Essey dans le règlement du P.L.U.
- prendre en compte à l'échelon communal des orientations générales définies par la Communauté Urbaine du Grand Nancy en terme d'habitat, de déplacements, et d'environnement.

Conformément aux articles L123-6 et L300-2 du code de l'urbanisme, une concertation préalable a eu lieu dans le respect des modalités prévues par la délibération de mise en révision :

- mise à disposition d'un dossier descriptif et d'un registre de concertation en mairie et au siège de la Communauté urbaine. L'ouverture de la concertation a été annoncée dans la presse locale le 4 octobre 2005 et dans le bulletin municipal d'octobre 2005,
- une réunion publique, présentant la procédure de révision et ses objectifs, a été organisée en commune le 19 septembre 2006,
- d'autre part, un débat sur les orientations du P.A.D.D. a eu lieu en Conseil Municipal le 19 avril 2006 et en Conseil Communautaire le 19 mai 2006, conformément aux articles L123-18 et L123-9 du code de l'urbanisme.

.../...

Différentes remarques recueillies lors de ces différents échanges ont donc été étudiées dans le cadre de l'élaboration du dossier de P.L.U.

Le plan d'occupation des sols d'Essey-lès-Nancy se transforme donc en plan local d'urbanisme, avec notamment l'élaboration du P.A.D.D. qui comprend 4 grandes orientations d'aménagements :

1. Accompagner l'évolution du centre bourg en véritable centre-ville

La requalification du centre d'Essey-lès-Nancy s'accompagnera des orientations suivantes :

- favoriser le renouvellement du tissu urbain le long de l'avenue Foch,
- encadrer les évolutions des espaces mutables (cœur d'îlots, friches...) et imposer dans le règlement un vocabulaire de centre urbain (alignement, hauteur...),
- créer les conditions du maintien et du développement des grands équipements : CREPS et Polyclinique Pasteur,
- stabiliser l'urbanisation des quartiers déjà constitués et pérenniser les équipements publics de proximité existants,
- rechercher des opportunités permettant d'accroître l'offre en stationnement de proximité.

Ceci se traduit concrètement dans le règlement du P.L.U par :

- une redéfinition des limites de la zone UA et une adaptation du règlement vers un vocabulaire plus urbain,
- la création d'un secteur UBa qui permet de préserver les spécificités urbaines des quartiers constitués de maisons de ville,
- la création d'un secteur UBb offrant encore des possibilités d'urbanisation en cohérence avec le bâti existant et son environnement,
- la création d'une zone UE accueillant et permettant leur développement.

2. Intégrer les zones d'extension dans le tissu urbain d'Essey-lès-Nancy et dans le schéma de développement de l'agglomération :

La commune dispose d'importantes réserves foncières, en particulier les deux secteurs suivants :

- les plaines rive droite : La Z.A.D. représente une centaine d'hectares sur Essey, il s'agit donc d'un enjeu important en terme d'évolution. Le projet d'aménagement global est en cours d'élaboration.
- la caserne Kléber : Dans le cadre de la restructuration de l'armée en cours sur l'agglomération, une partie de ce foncier sera libérée.

Ceci se traduit concrètement dans le règlement du P.L.U par :

- le classement des plaines rive droite en zone 2AU. Son urbanisation se fera après une modification ultérieure du PLU.

.../...

- la création d'une zone UR de renouvellement urbain et d'usages mixtes sur la partie du site Kléber qui sera libéré, le reste du site sera conservé en zone UM à vocation militaire.

3. Conforter le caractère naturel dominant des hauts d'Essey-lès-Nancy et délimiter l'urbanisation au pied des coteaux.

Ceci se traduit concrètement dans le règlement du P.L.U par :

- la protection de la butte Sainte-Geneviève avec double classement en zone naturelle 2N et en espace boisé classé;
- le classement en zone A des terrains agricoles situés sur la partie est des coteaux,
- le reclassement en zone naturelle 1N des terrains jouxtant la butte Sainte-Geneviève actuellement classés en zone NDa. Ce choix permet de préserver les vergers,
- le reclassement de la partie nord de la zone à urbaniser 1Na inscrite au POS en zone naturelle 1N. Ce reclassement permet de préserver de l'urbanisation un territoire de 8,3 hectares situé au sud de la voie verte et partiellement concerné par des risques de mouvements de terrain.

4. Renforcer la fonction économique de l'entrée d'agglomération.

L'est de la commune constitue une entrée d'agglomération à vocation économique. Elle est composée d'éléments disparates : la Porte verte I et II, l'avenue du 69ème R.I, etc, qu'il convient d'harmoniser.

Cette orientation se traduit concrètement dans le règlement du P.L.U. par :

- le classement de la ZAC Pulnoy - Essey (Porte Verte 1) en zone UX. Le règlement qui est associé à ce zonage vise à préserver et pérenniser les activités économiques existantes tout en permettant certaines évolutions.
- le classement de l'avenue du 69ème Régiment d'Infanterie en secteur UXa, afin de favoriser une vocation économique de cet axe, la partie ouest de l'avenue (à proximité de la route d'Agincourt), classée auparavant en zone UB dans le POS est reclassée en zone d'activité.
- le classement des terrains encore disponibles à l'ouest de la voie de l'Amezule en zone 1AUx (Corvée d'Ozeraille).
- le classement des terrains encore disponibles à l'est de la voie de l'Amezule en zone 2AU (sud de la ferme de la Tuilerie). Cet espace est inclus dans le périmètre des plaines rive droite. Son urbanisation est conditionnée à la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble et à une modification du P.L.U.

Le P.L.U. d'Essey-lès-Nancy renforce la prise en compte des grands principes des politiques communautaires.

- Il conforte la prise en compte des objectifs du Vème Programme Local de l'Habitat (P.L.H.) en prenant des mesures qui favorisent la mixité sociale et urbaine. Ainsi, les règles d'urbanisme directement liées à la forme urbaine ont été privilégiées par rapport aux règles pouvant avoir des effets indésirables sur la mixité du tissu urbain (superficie minimale de parcelles, coefficients d'occupation des sols...).

.../...

- Le P.L.U d'Essey-lès-Nancy se met également en compatibilité avec le Plan de Déplacements Urbains (P.D.U.), en intégrant de nouvelles normes de stationnement pour les vélos et les véhicules, dans le but de favoriser les transports collectifs et les déplacements doux, notamment dans un périmètre de 300 m de part et d'autre des lignes de TCSP.
- Le P.L.U d'Essey-lès-Nancy recherche également une cohérence avec les orientations connues de l'Agenda 21, du futur plan paysage et du futur schéma directeur eau – assainissement, en autorisant la mise en œuvre de solutions les plus respectueuses de l'environnement : *énergie solaire, techniques alternatives de traitement des eaux pluviales, etc.*

Conformément à l'article L123-18 du code de l'urbanisme, le conseil municipal d'Essey-lès-Nancy a donné un avis sur le projet de P.L.U. Le projet révisé est donc prêt à être transmis, pour avis, aux personnes publiques associées à cette révision.

Les prochaines étapes de la procédure de révision du P.O.S. en P.L.U. seront l'organisation et le déroulement de l'enquête publique, suivis par une délibération d'approbation du P.L.U. en conseil communautaire.

DELIBERATION

En conséquence et sur avis favorable de la commission politique de la ville - urbanisme - habitat du 18 janvier 2007, il vous est demandé d'arrêter le projet de P.L.U. révisé de la commune d'Essey-lès-Nancy.

Le projet de P.L.U. sera communiqué pour avis :

- aux personnes publiques associées et aux communes limitrophes qui l'ont demandé, conformément aux articles L 123.8 et R 123.16 du code de l'urbanisme,
- aux présidents des associations agréées, en application de l'article L 121.8 du code de l'urbanisme, qui pourront en prendre connaissance à la Communauté urbaine ou en mairie.

Conformément à l'article R123-18 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée à la mairie d'Essey-lès-Nancy et au siège de la Communauté Urbaine pendant un mois.

ADOpte A L'UNANIMITE



PRESIDENCE : André ROSSINOT

Le président certifie sous sa responsabilité
le caractère exécutoire de cet acte
reçu à la Préfecture le :

13 FEV. 2007

ÉTAIENT PRÉSENTS

Mr BAILLY	André	Jarville	Mr BÉGORRE	Henri	Maxéville
Mr BERLEMONT	Jean-Michel	Nancy	Mr BILLON	Denis	Tomblaine
Mr BOLMONT	Jean-Paul	Maizéville	Mme BONNEVILLE	Danielle	Saulxures
Mr BOULY	Serge	Laneuveville	Mr CHAPPUT	Jean-Louis	Vandoeuvre
Mr CHONÉ	Charles	Ludres	Mr CLAUDEL	François	Jarville
Mr COULOM	Thierry	Nancy	Mme de MARTIN	Béatrice	Nancy
Mr FÉRON	Hervé	Tomblaine	Mr GAUTHROT	Roger	Heillecourt
Mme GAZIN	Mireille	Maxéville	Mr GIRARD	Jean-Marie	Fléville
Mr GRANDEMANGE	Claude	Nancy	Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy
Mme GUIDAT	Claudine	Nancy	Mr GUILLERME	Claude	Laxou
Mr HATZIG	Patrick	Nancy	Mr HÉNART	Laurent	Nancy
Mme HERMAN	Dominique	Nancy	Mlle HERVÉ	Françoise	Nancy
Mr HUSSON	Olivier	Nancy	Mr HUSSON	Jean-François	Nancy
Mme JULLIAN	Marie-Christine	Nancy	Mr KIELISZEK	Jean-Daniel	Ludres
Mr KOBUTA	Jean-Michel	Villers-lès-Nancy	Mme LAITHIER	Elisabeth	Nancy
Mme LEBON	Catherine	Nancy	Mr LEGRAND	Alain	Seichamps
Mme LEVY-JURIN	Valérie	Nancy	Mr MAINARD	Robert	Villers-lès-Nancy
Mme MARNIER	Marie-Christine	Villers-lès-Nancy	Mr MASSON	Bertrand	Laxou
Mr MERGAUX	Olivier	Nancy	Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy
Mme NICOLAS	Françoise	Vandoeuvre	Mr PANNIER	Nicolas	Vandoeuvre
Mr PARRA	Christian	Nancy	Mr PÉLISSIER	François	Nancy
Mr PENSALFINI	Eric	Saint-Max	Mr PERROT	Cyrille	Villers-lès-Nancy
Mr POZZI	Fabio	Laxou	Mr ROSSINOT	André	Nancy
Mme ROSSO-DEBORD	Valérie	Nancy	Mr ROUSSELOT	Pierre	Vandoeuvre
Mr ROYER	Gérard	Pulnoy	Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy
Mr SEYER	Claude	Saint-Max	Mme SIMONNET	Christine	Essey-lès-Nancy
Mr STOERKEL	Gérard	Saint-Max	Mr THIÉBERT	Jean-Louis	Nancy
Mme VALTON	Anne	Houdemont	Mr VANDEVELDE	Jean-Luc	Vandoeuvre
Mr VERGNAT	Pierre	Heillecourt	Mr VOUAUX	Gérard	Laxou
Mr WERNER	François	Nancy			

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mr CALISESI	Jean-Claude	Nancy	Mme CREUSOT	Nicole	Nancy
Mr DENIS	Jean-Jacques	Nancy	Mr MARTINUZZI	René	Dommarthemont
Mr PONCELET	Philippe	Vandoeuvre	Mme ZABÉ	Renée	Nancy

AVAIENT DONNÉ POUVOIR :

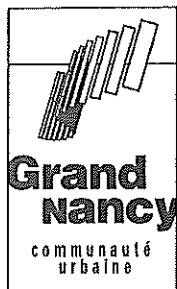
Mr ANTOINE	Gilbert	Laxou	à	Mr POZZI	Fabio	Laxou
Mme CAPIAUMONT	Josette	Nancy	à	Mr BOULY	Serge	Laneuveville
Mr CHARPENTIER	Jacky	Jarville	à	Mr HATZIG	Patrick	Nancy
Mr CILLA	Daniel	Vandoeuvre	à	Mlle HERVÉ	Françoise	Nancy
Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy	à	Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy
Mme GUIDON	Corinne	Vandoeuvre	à	Mme NICOLAS	Françoise	Vandoeuvre
Mr GUYOT	Jean-Jacques	Nancy	à	Mr PERROT	Cyrille	Villers-lès-Nancy
Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy	à	Mme MARNIER	Marie-Christine	Villers-lès-Nancy
Mme KLAEYLE	Josiane	Maizéville	à	Mr BOLMONT	Jean-Paul	Maizéville
Mme MAYEUX	Sophie	Nancy	à	Mr ROSSINOT	André	Nancy
Mr MICHEL	Gérard	Nancy	à	Mr PARRA	Christian	Nancy
Mr MULLER	François	Vandoeuvre	à	Mr ROYER	Gérard	Pulnoy
Mme SCHAEFFER	Lilli-Anne	Nancy	à	Mr GRANDEMANGE	Claude	Nancy
Mr SCHAFF	Gilles	Art-sur-Meurthe	à	Mr CHONÉ	Charles	Ludres
Mr STEINMETZ	Pierre	Vandoeuvre	à	Mr VANDEVELDE	Jean-Luc	Vandoeuvre

le présent acte a été publié le :

12 FEV. 2007



Pour extrait, le président,
pour le président, le vice-président délégué :



EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY

REVISIONS DES P.O.S. EN P.L.U. - DEBATS
SUR LES PROJETS D'AMENAGEMENT ET DE
DEVELOPPEMENT DURABLE DES
COMMUNES DE NANCY, TOMBLAINE,
ESSEY-LES-NANCY ET SEICHAMPS.

SEANCE DU : 19 MAI 2006

RAPPORTEUR : M. GRANDJEAN

COMMUNICATION

Dans le cadre de l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme (P.L.U.), la loi SRU du 13 décembre 2000 a prévu la réalisation d'un Projet d'Aménagement et de Développement Durable, (P.A.D.D.), qui répond à plusieurs objectifs :

- le P.A.D.D. fixe l'économie générale du P.L.U. et exprime donc l'intérêt général. Il ne s'agit plus d'un document juridiquement opposable aux tiers depuis la Loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003. Il servira cependant de document de référence pour déterminer le choix entre les éventuelles procédures de modifications ou de révisions du document d'urbanisme,
- le P.A.D.D. doit également être un document pédagogique, clair et compréhensible par l'ensemble de la population. Il explique de manière simple et communicante le projet de développement de la commune,
- le P.A.D.D. est une pièce indissociable du dossier final, dont la réalisation est préalable au projet de P.L.U. et qui doit justifier le plan de zonage et le règlement d'urbanisme, par des enjeux de développement et des orientations d'aménagement,
- enfin, les P.A.D.D. des différentes communes du Grand Nancy présenteront des caractéristiques identiques sur la forme mais également sur le fond, avec une partie dite d'agglomération. Ceci afin de favoriser une cohérence intercommunale entre les différents documents de planification.

Les orientations du P.A.D.D. doivent être soumises au débat en conseil communautaire après débat en conseil municipal, conformément aux articles L123-9 et L123-18 du code de l'urbanisme.

Il est important de préciser qu'aucun vote n'a lieu à l'issue de ce débat. Le législateur a voulu permettre un temps de discussion et de concertation avant l'arrêt définitif du projet de P.L.U.

Le vote aura donc lieu plus tard, avant la mise à l'enquête publique lors de l'arrêt du projet de P.L.U. comprenant l'ensemble des pièces : P.A.D.D., futurs plans de zonage, règlement et annexes. Une autre délibération sera également prise à la fin de la procédure pour approuver le P.L.U.

.../...

Les communes de Nancy, Tomblaine, Essey-lès-Nancy et Seichamps sont aujourd'hui à ce stade dans l'élaboration de leur P.L.U., les orientations de leur P.A.D.D. sont donc soumises au débat.

Chaque présentation commence par l'exposé des enjeux communaux et communautaires issus du diagnostic et se poursuit par les orientations d'aménagement pour le territoire de chaque commune.

Débat sur le P.A.D.D. de Nancy

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Nancy a été mis en révision le 22 juin 2001 pour sa transformation en Plan Local d'Urbanisme, conformément à la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000.

Dans le cadre de la concertation préalable de cette révision du P.O.S. en P.L.U., une première phase de concertation préalable a eu lieu en avril - mai 2003 avec une exposition et plusieurs réunions dans les ateliers de vie de quartier. Le Conseil Municipal de Nancy a débattu des orientations de son P.A.D.D. le 27 mars 2006.

Exposé des enjeux et orientations du P.A.D.D. de Nancy :

● **Rappel du Contexte**

- Alliance / concurrence entre les grandes agglomérations urbaines

Par le rayonnement des activités et services qu'elle abrite, Nancy porte sur son territoire une part importante des enjeux de développement de l'agglomération. La desserte prochaine par le TGV intègre encore plus la ville et la Communauté dans le réseau des grandes métropoles régionales à l'échelle européenne, les plaçant en situation d'alliance/concurrence avec de nombreuses agglomérations en matière de compétitivité et d'attractivité. Cette situation impose une adaptation et une modernisation régulières des atouts du territoire.

- Attentes fortes des ménages en matière de qualité de vie

La qualité du cadre de vie et des services urbains figure parmi les attentes principales des ménages et oriente fortement leurs choix résidentiels. L'attractivité résidentielle devient un enjeu d'autant plus déterminant que l'économie urbaine se nourrit désormais principalement des besoins des habitants. A l'excellence de l'offre souhaitée en cœur d'agglomération, s'ajoute la recherche d'espaces de proximité bien dotés en services où peut s'épanouir la vie de quartier.

- Une ville au sein d'une agglomération multipolaire

Fondée originellement sur une relation centre-périphérie, l'agglomération nancéienne est progressivement devenue polycentrique. Plusieurs pôles commerciaux, d'activités, universitaires ou d'habitat se sont ainsi constitués, s'affranchissant souvent des limites communales. Cette évolution a profondément modifié l'organisation des déplacements sur le territoire communautaire, et renforce les relations d'équilibre et de complémentarité de la Ville de Nancy avec les autres communes.

.../...

- Une forte capacité de projets

Après un long travail de sécurisation, de maîtrise foncière et d'élaboration des projets et des partenariats pour faire face à l'inondabilité de l'espace entre Meurthe et Canal, à la disparition ou le départ d'entreprises industrielles, au retrait de l'Armée de plusieurs implantations urbaines, ou aux contraintes sur le site des carrières du Plateau, le territoire communal a entrepris un renouvellement qui s'est traduit par un regain de la démographie et dispose aujourd'hui de nombreuses opportunités de projets.

● **Trois grands enjeux**

- Assurer le développement des fonctions métropolitaines et en faire un levier de qualification urbaine

Centres de décisions économiques et financiers, grandes administrations, équipements de santé, de formation supérieure et de recherche, offre culturelle ou de loisirs sont les fonctions dites métropolitaines qui assurent à Nancy son rayonnement et son attractivité. Chacune de ces activités obéit à des logiques de développement qui devront pouvoir s'épanouir sur le territoire communal. L'arrivée du TGV en Gare de Nancy constitue une opportunité remarquable pour valoriser ces fonctions. Leur évolution se traduit également par des interventions sur le bâti et la ville qui constitueront des leviers importants pour l'amélioration, la recomposition et la requalification du cadre urbain.

- Développer un habitat attractif au sein de quartiers fortement équipés

La décohabitation et le renouvellement nécessaire d'une partie du parc ancien imposent de mettre sur le marché un nombre important de logements afin de soutenir la croissance démographique retrouvée. Les attentes des ménages en matière d'espace habité, de paysage, d'accès aux lieux publics et de contact avec la nature requièrent une offre innovante et diversifiée. Au-delà du strict logement et de quelques sites à projets, le bien-être des habitants relève plus globalement de l'offre de services et de la convivialité des quartiers. C'est à cette échelle de proximité que le territoire doit également trouver sa cohérence et offrir une gamme complète de services urbains, en particulier au bénéfice de la petite enfance pour favoriser l'installation de familles dans la ville centre.

- Renforcer la cohésion sociale et les échanges inter-générationnels, assurer l'accès aux services pour tous

L'histoire urbaine de Nancy a rassemblé sur le Haut-du-Lièvre et quelques quartiers comme Haussonville et René II, la majeure partie du logement social public de la commune. Malgré les efforts de réhabilitation et de soutien aux activités économiques et sociales de ces quartiers, l'expérience prouve qu'une plus grande diversité d'habitat et des ménages est nécessaire pour les réintégrer dans une dynamique urbaine positive. Le vieillissement attendu de la population demandera, quant à lui, le développement d'un habitat et de services adaptés. Toutefois, la qualification des logements pour répondre aux attentes de catégories de population comme les personnes âgées, les étudiants ou les familles doit se faire dans un contexte de mixité urbaine et d'échanges qui assurent la cohésion sociale et inter-générationnelle de la ville. Les équipements publics devront être adaptés aux évolutions de la population et des aspirations des habitants à l'image des établissements scolaires qui font l'objet d'une attention permanente.

.../...

● **Les orientations générales du P.A.D.D.**

Les enjeux précédents ont fait émerger différents pôles aux fonctions, aux problématiques et aux formes différenciées. Ces enjeux se traduisent sur le territoire au travers d'orientations générales complémentaires propres à chacun de ces 6 pôles :

- 1. Développer le centre-ville en cœur d'agglomération**
- 2. Conforter la qualité de vie résidentielle à l'ouest de la gare**
- 3. Réconcilier la ville avec l'eau sur les rives de Meurthe**
- 4. Renouveler les quartiers Nancéiens du plateau de Haye**
- 5. Harmoniser le patrimoine et la ville active sur le quartier Saint-Pierre – René II**
- 6. Intégrer les grands équipements actuels et futurs au quartier Haussonville – Blandan**

Par ailleurs, une septième orientation concerne l'ensemble du territoire de manière transversale :

7. Assurer l'équilibre territorial en termes de déplacements, d'équipements et de qualité de vie

Chacune de ces orientations générales se décline plus précisément à l'échelle des pôles de projets (dans le document définitif, 6 cartes illustreront ces orientations sur chaque secteur).

1. Développer le centre-ville en cœur d'agglomération

- 1.1. Réaliser l'extension du centre en intégrant le quartier de la gare et en assurant un lien urbain fort avec les rives de Meurthe pour donner une dimension nouvelle au centre-ville
- 1.2. Poursuivre le réaménagement des espaces publics et la requalification urbaine dans l'espace central pour initier de nouvelles pratiques urbaines
- 1.3. Concilier qualité résidentielle et rayonnement des fonctions d'agglomération
- 1.4. Améliorer le cadre de vie et l'habitat dans les faubourgs résidentiels
- 1.5. Intégrer les orientations du P.D.U. en terme de plan de circulation et d'insertion de tous les modes de déplacements

2. Conforter la qualité de vie résidentielle à l'ouest de la gare

- 2.1. Donner un nouveau statut aux liens avec le centre historique et garantir tous les modes de déplacements
- 2.2. Apaiser les flux de circulation dans le respect de la vie de quartier
- 2.3. Revaloriser les espaces publics et les pôles commerciaux de proximité
- 2.4. Poursuivre les opérations d'amélioration de l'habitat
- 2.5. Renforcer les services de proximité aux habitants et l'ambiance de quartier

.../...

3. Réconcilier la ville avec l'eau sur les rives de Meurthe

- 3.1. Renforcer l'accessibilité et la desserte du secteur
- 3.2. Poursuivre la reconquête urbaine et construire un nouveau quartier
- 3.3. Organiser la recomposition urbaine du secteur des friches industrielles
- 3.4. Accompagner la revalorisation urbaine au nord de la rue de Malzéville
- 3.5. Requalifier le secteur Marcel Brot à la faveur du projet de centre commercial
- 3.6. Traiter les interfaces entre des composantes urbaines différenciées

4. Renouveler les quartiers Nancéiens du plateau

- 4.1. Créer une offre résidentielle nouvelle et diversifiée
- 4.2. Conforter la dynamique du pôle économique par la Zone Franche Urbaine
- 4.3. Rénover le quartier d'habitat social du plateau de Haye
- 4.4. Traiter le lien entre le plateau et la plaine, et insérer la future ligne de Transports en Commun en Site Propre
- 4.5. Renforcer les services et commerces de proximité
- 4.6. Valoriser les atouts environnementaux

5. Harmoniser le patrimoine et la ville active sur le quartier Saint-Pierre – René II

- 5.1. Accompagner la restructuration des équipements de santé et valoriser leurs abords
- 5.2. Valoriser le patrimoine, insérer la future ligne de TCSP et traiter les espaces publics
- 5.3. Revaloriser la porte sud de l'hyper centre et traiter l'entrée de ville sud
- 5.4. Reconquérir les rives du boulevard Lobau et du canal
- 5.5. Créer des liaisons piétonnes entre le Parc Olry et le canal
- 5.6. Renforcer le lien social et intergénérationnel

6. Intégrer les grands équipements actuels et futurs au quartier Haussonville – Blandan

- 6.1. Assurer l'intégration urbaine et fonctionnelle du pôle universitaire ARTEM
- 6.2. Renforcer le pôle d'équipements Nancy-Thermal et Cité Judiciaire
- 6.3. Améliorer la qualité des espaces publics et retrouver une ambiance de faubourg
- 6.4. Dédensifier et renouveler le quartier Haussonville
- 6.5. Articuler les parcours et les usages urbains vers Vandoœuvre et Villers

7. Assurer l'équilibre territorial en terme de déplacements, d'équipements et de qualité de vie

- 7.1. Intégrer les orientations du P.D.U.
- 7.2. Conforter les ambiances de chaque quartier
- 7.4. Mailler les équipements et services d'agglomération et de proximité
- 7.5. Renforcer les liens avec les communes limitrophes

Débat sur le P.A.D.D. de Tomblaine

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Tomblaine a été mis en révision le 22 juin 2001 pour sa transformation en Plan Local d'Urbanisme, conformément à la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000.

Dans le cadre de la concertation préalable de cette révision du POS en PLU, une première phase de concertation préalable a eu lieu en mars 2002 avec une exposition et une réunion publique. Le Conseil Municipal de Tomblaine a débattu le 10 mai 2006 des orientations de son P.A.D.D.

Exposé des enjeux et orientations du PADD de Tomblaine :

Tomblaine est une commune de première couronne de l'agglomération, située en rive droite de la Meurthe. Tomblaine s'étend sur 560 Ha et l'ensemble des éléments de diagnostic dresse le portrait d'une commune dynamique qui doit relever d'importants défis pour conforter son image et renforcer son attractivité.

1. Les enjeux issus du diagnostic sont :

- **Poursuivre le changement d'image de la ville afin de renforcer son attractivité résidentielle et de promouvoir la mixité sociale de l'habitat.**

Tomblaine a connu ces dernières années un renouvellement de son image jusqu'alors marquée par une identité péri-urbaine, grâce aux différents projets du plan d'eau de la Méchelle, de la restructuration des stades M. PICOT et R. PETIT, la récente réalisation de la passerelle de la Concorde ainsi que grâce à l'amélioration de la desserte routière vers l'Est...

Face à ce développement, la commune souhaite enrichir le renouvellement de l'image de la ville par la réalisation de programmes d'habitat de qualité afin de permettre une mixité sociale et offrir une diversité de produits logements.

Disposant d'une grande réserve foncière à urbaniser, Tomblaine s'inscrit à la fois dans un processus d'extension et de renouvellement urbain important.

- **Renforcer la cohésion sociale et spatiale – Améliorer le cadre de vie des habitants**

Tomblaine est une ville dynamique en ce qui concerne la vie associative ; l'espace Jean Jaurès regroupe un grand nombre d'activités sportives et culturelles. D'autre part, le projet de renouvellement urbain de JARTOM vise à améliorer la cohésion sociale par l'ouverture du quartier à la ville, la création de liens inter-quartiers et le développement de l'espace Jean Jaurès. La pérennité de ce cadre socioculturel constitue un des enjeux fondamentaux pour la ville de Tomblaine.

.../...

Par ailleurs, la commune bénéficie d'un patrimoine naturel remarquable constitué par la Meurthe, ses abords et ses îles (Foulon, Encensoir et Méchelle). Ce patrimoine vert constitue un levier incontestable pour le changement d'image engagé avec les aménagements du plan d'eau de la Méchelle.

2. Les orientations générales d'aménagement qui permettront l'élaboration du zonage et du règlement du PLU consisteront donc à :

- **Aménager et partager les espaces naturels : les Berges de Meurthe**
 - Créer un pôle ludique et de loisirs en regard avec le plan d'eau de la Méchelle
 - Préserver et valoriser les îles du Foulon et de l'Encensoir
 - Aménager et valoriser les abords de la Meurthe
- **Promouvoir la mixité et le renouvellement urbain : la ville constituée**
 - Poursuivre l'extension urbaine des terrasses de Meurthe
 - Restructurer l'ancien site Potalux par la réalisation d'un programme de logements
 - Organiser la rénovation urbaine du quartier JARTOM
 - Organiser une nouvelle centralité et renforcer l'attractivité du centre-ville avec le réaménagement de la place Herbuvaux et le renforcement des liens entre la Meurthe et la Ville.
- **Réaliser l'extension urbaine du Bois-la-Dame :**
 - Ouvrir à l'urbanisation le grand secteur de Bois-La-Dame
 - Un positionnement stratégique dans l'agglomération en terme de déplacements et de développement d'activités économiques
 - Les enjeux et problématiques du développement de Bois-La-Dame
- **Renforcer la présence des fonctions métropolitaines : les grands équipements :**
 - Préserver le développement de l'aérodrome
 - Renforcer le pôle sportif avec la création de la halle des sports
 - Aménager les franges du site
- **Limiter l'impact des coupures urbaines : l'axe nord-sud**
 - Créer une identité de boulevard urbain à la RD 2bis/ Rue Eugène Pottier.
 - Aménager le carrefour Fraternité-Jaurès-Pottier.
 - Aménager le carrefour de desserte de la future opération de Bois-la Dame.
 - Prévoir l'évolution du rond-point 2000 en fonction de celle de la liaison A330/RD2 bis/RN74
- **Composer les franges des grandes liaisons : les abords de la liaison A330/RD2bis/RN74**
 - Assurer la reconversion du site du 7° RHC,
 - Prendre en compte l'effet de vitrine créée par la liaison A330 / RD2bis / RN74.

.../...

Débat sur le P.A.D.D. d'Essey-lès-Nancy

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune d'Essey-lès-Nancy a été mis en révision le 19 décembre 2003 pour sa transformation en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U), conformément à la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000.

La concertation préalable a été ouverte le 10 octobre 2005, avec une plaquette et un registre, mis à disposition du public en Mairie d'Essey-Les-Nancy et au Grand Nancy. Le Conseil Municipal d'Essey-lès-Nancy a débattu des orientations de son PADD le 19 avril 2006.

Exposé des enjeux et orientations du PADD d'Essey-lès-Nancy :

Essey-lès-Nancy s'étend sur 575 Hectares et compte 7 310 habitants. La commune présente un équilibre urbain, paysager et social intéressant, qu'elle souhaite préserver :

- Des sites paysagers de grande qualité avec la Butte Sainte-Geneviève, classée sites et monuments remarquables, ainsi que les coteaux,

- Une entrée de ville et d'agglomération marquée par des secteurs d'activités dont la Porte Verte,

- Une urbanisation qui s'étend d'est en ouest de part et d'autre de l'axe de circulation avenue Foch / boulevard du 69° RI, avec des quartiers d'habitat, des grands équipements (CREPS, Polyclinique Pasteur...) et des sites mutables propices à des opérations de renouvellement urbain (Ilot Bérin, Pré Sainte-Marguerite...),

- Une relative stabilité démographique depuis 1975 avec un parc immobilier équilibré tant du point de vue du type d'habitat que des statuts d'occupation, mais avec une concentration géographique d'habitat social sur Essey Mouzimpré et sur Kléber.

1. Les enjeux issus du diagnostic sont :

- **Assurer les conditions d'un développement maîtrisé de la commune, afin de renforcer la cohésion sociale et spatiale.**

Essey-lès-Nancy est soumis à une forte pression immobilière, son développement urbain doit donc être encadré pour garantir la bonne intégration des nouvelles constructions, les liens entre les différents quartiers, mais aussi le maintien des grands équipements existants. Le P.L.U. sera donc mieux adapté à l'évolution urbaine de la commune, grâce à un zonage mettant davantage en relief les caractéristiques de chaque quartier et grâce à des règles mieux ciblées et établies en fonction de l'évolution urbaine souhaitée : protection, possibilité de densification, mise en valeur du patrimoine, type de constructions autorisées, etc....

- **Conforter l'attractivité de la commune par une attention soutenue au niveau des services offerts**

La mise en service de la liaison A330/RD2 bis/RN74 et de la ligne 1 du tramway a contribué à accroître l'attractivité résidentielle et économique d'Essey-lès-Nancy. D'une commune de deuxième couronne, elle tend à devenir un centre urbain. Le niveau de services à la population doit donc correspondre à ce nouveau statut, c'est pourquoi le P.L.U. devra permettre une évolution de l'offre commerciale de proximité (en lien avec Saint-Max).

.../...

● **Protéger et mettre en valeur le potentiel naturel**

Les principaux éléments qui forgent le caractère verdoyant de la commune doivent faire l'objet d'une protection renforcée et d'une mise en valeur. Il s'agit notamment des espaces naturels des Hauts d'Essey dont une partie est soumise à des risques de mouvements de terrain et dont l'intérêt porte au-delà du ban communal, avec un paysage de qualité à l'échelle communautaire.

2. Les orientations générales d'aménagement qui permettront l'élaboration du zonage et du règlement du P.L.U. consisteront donc à :

● **Accompagner l'évolution du centre bourg vers un véritable centre-ville.**

La requalification du centre d'Essey s'accompagnera des orientations suivantes :

- Favoriser le renouvellement du tissu urbain le long de l'avenue Foch sur la séquence comprise entre la limite communale avec Saint-Max et la rue Kléber, afin d'affirmer son rôle de centralité.

- Encadrer les évolutions des espaces mutables (cœur d'îlots, friches...) et imposer dans le règlement un vocabulaire de centre urbain (alignement, hauteur...).

- Créer les conditions du maintien et du développement des grands équipements : CREPS et Polyclinique Pasteur.

- Stabiliser l'urbanisation des quartiers déjà constitués et pérenniser les équipements publics de proximité existants.

- Des opportunités permettant d'accroître l'offre en stationnement de proximité seront recherchées.

● **Intégrer les zones d'extension dans le tissu urbain d'Essey-lès-Nancy et dans le schéma de développement de l'agglomération.**

La commune dispose d'importantes réserves foncières, en particulier les deux secteurs suivants :

- **Les Plaines Rive Droite** : La Z.A.D. représente 88 Ha sur Essey, il s'agit donc d'un enjeu important en terme d'évolution. Le projet d'aménagement global est en cours d'élaboration sur la base d'un programme proposant un développement urbain mixte, alliant vocation économique dominante, confortation de l'habitat et valorisation environnementale et paysagère. La définition du projet d'aménagement se base également sur les principes de développement durable et favorise la mixité sociale et la diversité des populations accueillies.

- **La caserne Kléber** : Dans le cadre de la restructuration de l'armée en cours sur l'agglomération, une partie de ce foncier pourrait éventuellement se libérer. Cette emprise devrait se situer au sud de la caserne, en bordure de l'aérodrome.

● **Conforter le caractère naturel dominant des hauts d'Essey-lès-Nancy et délimiter l'urbanisation au pied des coteaux.**

Les zones à urbaniser seront revues afin de limiter l'urbanisation au pied de coteaux et de lui donner un caractère qualitatif, à la fois pour les sites à vocation d'activités de part et d'autre de la future voie de l'Amezule, ainsi que pour les sites à vocation d'habitat situés au sud de la voie verte des coteaux.

.../...

- **Renforcer la fonction économique de l'entrée d'agglomération.**

Le secteur de l'entrée d'agglomération est composé d'éléments disparates situés de part et d'autres de la RN 74. Le renforcement de la fonction économique doit donc s'accompagner de réflexions sur la qualité du paysage urbain, sur le vieillissement des zones existantes et sur l'amélioration des conditions d'accessibilité.

Débat sur le P.A.D.D. de Seichamps

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Seichamps a été mis en révision le 16 décembre 2005 pour sa transformation en Plan Local d'Urbanisme, conformément à la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000.

Dans le cadre de la concertation préalable de cette révision du P.O.S. en P.L.U., la concertation préalable a été ouverte le lundi 27 février 2006 avec la mise à disposition d'une plaquette d'information et d'un registre, en mairie et à la Communauté Urbaine. Le Conseil Municipal de Seichamps a débattu des orientations de son P.A.D.D. le 20 avril 2006.

Exposé des enjeux et orientations du P.A.D.D. de Seichamps :

Seichamps compte 5475 habitants, le territoire communal s'étend sur 430 Ha avec la présence de vastes espaces agricoles et naturels. La commune occupe une position d'entrée est d'agglomération, traversée par la RN74 qui relie l'agglomération nancéenne à Château-Salins.

1. Les enjeux issus du diagnostic sont :

- **Renforcer l'attractivité résidentielle en développant une offre de logements diversifiée, tout en préservant ses atouts naturels.**

Seichamps a connu une forte croissance dans les années 70 qui engendre aujourd'hui un vieillissement de la population. La commune doit également répondre aux exigences de l'article 55 de la loi S.R.U. et aux objectifs du 5° P.L.H., avec la création de logements sociaux. L'accueil de nouveaux habitants et le renouvellement générationnel de la population est donc un des objectifs majeurs du P.A.D.D. de la commune.

- **Adapter les équipements et services à l'évolution de la population**

Seichamps possède un éventail d'équipements assez complet et réparti sur le territoire communal. Certains ont vieilli ou ont atteint des seuils de saturation alors que de nouveaux besoins émergent. Ainsi, la création ou la requalification d'équipements répondant à une plus grande diversité de besoins est envisagé : services publics, scolaires, vie associative, équipements sportifs, etc... Il s'agit donc ici, à la fois, d'anticiper l'implantation d'équipements lors du développement de nouveaux quartiers, mais aussi, de permettre l'implantation ou la requalification d'équipement dans le tissu urbain déjà constitué.

- **Renforcer et dynamiser le tissu économique**

Afin d'assurer un meilleur équilibre habitat-emploi, le développement d'activités économiques sur le territoire communal reste un enjeu important. Les réflexions portant sur le développement d'un pôle ludique s'inscrivent également dans cette dynamique.

Ainsi, Seichamps souhaite renforcer l'attractivité de la ZAC de la Louvière et de ses activités artisanales, maintenir l'offre commerciale de proximité et rénover ses sites d'activités de première génération.

2. Les orientations générales d'aménagement découlant de ces enjeux, et qui serviront à l'élaboration du règlement et zonage du P.L.U., sont :

● Favoriser l'extension de la commune en cohérence avec le tissu urbain existant.

Des réflexions ont été engagées sur les possibilités d'extension urbaine de la commune. Deux secteurs actuellement dédiés à l'activité agricole sont concernés :

- un site de 38 Ha au sud de la commune, en liaison avec le territoire de Pulnoy.
- un second site de 28 Ha au nord-est, à proximité de la Z.A.C. de la Louvière et du centre du village de Seichamps, d'où l'ouverture à l'urbanisation semble prioritaire compte-tenu de sa meilleure accessibilité.

Les principes d'aménagement retenus s'inscrivent dans une démarche de développement durable avec notamment une attention particulière à la valorisation du patrimoine paysager. Le projet d'extension propose la réalisation de plusieurs programmes d'habitat de natures différentes qui assureront une mixité urbaine et sociale : habitat individuel, maison de ville, petit collectif, accession à la propriété, locatif.... Ce programme sera complété par la création d'équipements collectifs en rapport avec les besoins induits par l'arrivée d'une nouvelle population.

● Permettre l'évolution du tissu urbain

La commune ne souhaite cependant pas fonder son développement exclusivement sur l'ouverture à l'urbanisation de terrains agricoles. L'évolution de terrains au centre du village doit être possible en parallèle. Il convient donc de favoriser également les potentialités de renouvellement urbain : bâtiments en friches, locaux agricoles, activités artisanales insérées dans le centre ancien, etc.

● Développer la fonction économique de l'entrée d'agglomération

Le renforcement de la vocation économique de cette entrée d'agglomération passe par différentes orientations : amélioration de l'accessibilité et diversification des types d'activités accueillis sur la ZAC : artisanat, équipements ludiques et de loisirs, équipements publics...

● Préserver la qualité paysagère et environnementale de la commune

La commune présente de nombreux atouts en terme de qualité paysagère :

- les coteaux situés au Nord de la RN74 en continuité du territoire d'Essey-lès-Nancy,
- des espaces verts naturels de vergers
- des terres arables destinées à l'activité agricole et s'inscrivant dans un ensemble plus large constituant une plaine naturelle.

Une attention particulière sera portée aux grandes composantes et à la structure paysagère de la commune, afin d'inscrire les projets de développement urbain dans le patrimoine vert et le grand paysage de la commune et de l'est de l'agglomération.

PRESIDENCE : André ROSSINOT

ÉTAIENT PRÉSENTS

Mr BAILLY	André	Jarville	Mr BERLEMONT	Jean-Michel	Nancy
Mr BILLON	Denis	Tomblaine	Mr BOLMONT	Jean-Paul	Malzéville
Mme BONNEVILLE	Danielle	Saulxures	Mr BOULY	Serge	Laneuveville
Mr CALISESI	Jean-Claude	Nancy	Mme CAPIAUMONT	Josette	Nancy
Mr CHAPPUT	Jean-Louis	Vandoeuvre	Mr CHARPENTIER	Jacky	Jarville
Mr CHONÉ	Charles	Ludres	Mr CLAUDEL	François	Jarville
Mme de MARTIN	Béatrice	Nancy	Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy
Mr FÉRON	Hervé	Tomblaine	Mr GAUTHROT	Roger	Heillecourt
Mme GAZIN	Mireille	Maxéville	Mr GRANDEMANGE	Claude	Nancy
Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy	Mme GUIDAT	Claudine	Nancy
Mme GUIDON	Corinne	Vandoeuvre	Mr GUYOT	Jean-Jacques	Nancy
Mr HÉNART	Laurent	Nancy	Mme HERMAN	Dominique	Nancy
Mr HUSSON	Jean-François	Nancy	Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy
Mme JULLIAN	Marie-Christine	Nancy	Mr KIELISZEK	Jean-Daniel	Ludres
Mr KOBUTA	Jean-Michel	Villers-lès-Nancy	Mme LAITHIER	Elisabeth	Nancy
Mme LEBON	Catherine	Nancy	Mr LEGRAND	Alain	Seichamps
Mme LEVY-JURIN	Valérie	Nancy	Mr MAINARD	Robert	Villers-lès-Nancy
Mme MARNIER	Marie-Christine	Villers-lès-Nancy	Mr MASSON	Bertrand	Laxou
Mme MAYEUX	Sophie	Nancy	Mr MERGAUX	Olivier	Nancy
Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy	Mme NICOLAS	Françoise	Vandoeuvre
Mr PARRA	Christian	Nancy	Mr PÉLISSIER	François	Nancy
Mr PONCELET	Philippe	Vandoeuvre	Mr POZZI	Fabio	Laxou
Mr ROSSINOT	André	Nancy	Mme ROSSO-DEBORD	Valérie	Nancy
Mr ROUSSELOT	Pierre	Vandoeuvre	Mr ROYER	Gérard	Pulnoy
Mr SCHAFF	Gilles	Art-sur-Meurthe	Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy
Mr SEYER	Claude	Saint-Max	Mme SIMONNET	Christine	Essey-lès-Nancy
Mr STEINMETZ	Pierre	Vandoeuvre	Mr STOERKEL	Gérard	Saint-Max
Mr THIÉBERT	Jean-Louis	Nancy	Mme VALTON	Anne	Houdemont
Mr VANDEVELDE	Jean-Luc	Vandoeuvre	Mr VERGNAT	Pierre	Heillecourt
Mr VOUAUX	Gérard	Laxou	Mr WERNER	François	Nancy

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mr CILLA	Daniel	Vandoeuvre	Mr DENIS	Jean-Jacques	Nancy
Mlle HERVÉ	Françoise	Nancy	Mr MARTINUZZI	René	Dommarthemont
Mr MICHEL	Gérard	Nancy	Mr PANNIER	Nicolas	Vandoeuvre
Mr PERROT	Cyrille	Villers-lès-Nancy			

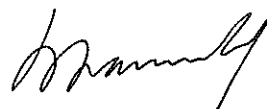
AVAIENT DONNÉ POUVOIR :

Mr ANTOINE	Gilbert	Laxou	à	Mr VOUAUX	Gérard	Laxou
Mr BÉGORRE	Henri	Maxéville	à	Mme GAZIN	Mireille	Maxéville
Mr COULOM	Thierry	Nancy	à	Mr HUSSON	Jean-François	Nancy
Mme CREUSOT	Nicole	Nancy	à	Mr MASSON	Bertrand	Laxou
Mr GIRARD	Jean-Marie	Fléville	à	Mr ROYER	Gérard	Pulnoy
Mr GUILLERME	Claude	Laxou	à	Mr POZZI	Fabio	Laxou
Mr HATZIG	Patrick	Nancy	à	Mr MERGAUX	Olivier	Nancy
Mr HUSSON	Olivier	Nancy	à	Mr WERNER	François	Nancy
Mme KLAEYLE	Josiane	Malzéville	à	Mr BOLMONT	Jean-Paul	Malzéville
Mr LÉONARD	Gérard	Saint-Max	à	Mr STOERKEL	Gérard	Saint-Max
Mr MULLER	François	Vandoeuvre	à	Mme NICOLAS	Françoise	Vandoeuvre
Mme SCHAEFFER	Lilli-Anne	Nancy	à	Mr GRANDEMANGE	Claude	Nancy
Mme ZABÉ	Renée	Nancy	à	Mme MARNIER	Marie-Christine	Villers-lès-Nancy

le présent acte a été publié le : 22 MAI 2006



Pour extrait, le président,
pour le président, le vice-président délégué :





EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY

PLAN LOCAL D'URBANISME
D'ESSEY-LES-NANCY - PRESCRIPTION DE
LA REVISION

SEANCE DU : 19 DECEMBRE 2003

DELIBERATION N° : 7

RAPPORTEUR : M. GRANDJEAN

EXPOSE DES MOTIFS

La dernière révision du plan d'occupation des sols d'Essey-lès-Nancy a été approuvée le 24 mars 2000. Depuis cette date, l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité d'intégrer les orientations des politiques stratégiques définies à l'échelle de l'agglomération conduisent à envisager une révision qui porte sur les principaux objectifs suivants :

- redéfinir les zones d'urbanisation futures et leurs conditions d'ouverture à l'urbanisation,
- encadrer l'évolution des zones urbaines et préparer les conditions du renouvellement urbain, notamment concernant les espaces mutables et les coeurs d'îlots,
- prendre en compte à l'échelon communal les orientations générales définies par la Communauté Urbaine sur des problèmes d'environnement, de zones d'habitat et de prévention de risques,
- redéfinir le zonage en cohérence avec le projet des Plaines Rive Droite,
- contribuer à renforcer la qualité du cadre de vie en protégeant le patrimoine naturel et paysager,
- adapter le document d'urbanisme en tenant compte des évolutions urbaines observées sur la commune depuis la dernière révision.

Par ailleurs, l'entrée en vigueur de la loi relative à la solidarité et renouvellement urbains du 13 décembre 2000 a rénové en profondeur les documents de planification urbaine. Le plan d'occupation des sols est transformé en plan local d'urbanisme et devient, au-delà de l'outil réglementaire, l'expression d'un projet urbain. Cette refonte implique des transformations majeures tant au niveau du contenu que de la forme du document, comme l'intégration des actions et des stratégies d'aménagement dans un projet d'aménagement et de développement durable, la mise en compatibilité avec les autres politiques menées en matière de logement (programme local de l'habitat) et de transports (plan de déplacements urbains), l'adoption d'une nouvelle typologie de zones, ou l'intégration des règlements de zones d'aménagement concerté.

Enfin, l'application d'un document d'urbanisme fait toujours apparaître un certain nombre de difficultés dans sa gestion quotidienne. Une révision est l'occasion de procéder à des adaptations mineures qui en facilitent l'application.

Dans le cadre de la nouvelle procédure de révision, la Communauté Urbaine saisira les communes limitrophes dès la phase de prescription de la révision, afin de savoir si celles-ci souhaitent être consultées sur le projet de plan arrêté. Par ailleurs, il est rappelé que toute personne publique peut, en application de l'article R. 123-16 du nouveau code de l'urbanisme, demander à être consultée pendant toute la durée de la procédure.

.../...

Selon l'article L. 300-2 du nouveau code de l'urbanisme, la procédure de révision du plan local d'urbanisme doit faire l'objet d'une concertation préalable, dont il convient de définir les modalités. Celles-ci pourraient être les suivantes :

- mise à disposition d'un dossier descriptif déposé en mairie et au siège de la Communauté Urbaine. Ce dossier présentera les objectifs de la révision dans le contexte de la nouvelle loi. Il sera accompagné d'un registre, afin que le public puisse y consigner ses observations éventuelles. Ce dispositif sera complété par une exposition organisée sur le territoire communal ;
- consultation de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre des métiers et de la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle;
- insertion dans la presse locale d'un communiqué relatif à la procédure engagée.

DELIBERATION

En conséquence et sur avis favorable de la commission "Politique de la Ville - Urbanisme - Habitat du 5 décembre 2003, il vous est demandé de bien vouloir :

- prescrire la révision du P.O.S. d'Essey-lès-Nancy valant transformation en P.L.U.,
- approuver les objectifs de la révision du P.O.S. d'Essey-lès-Nancy,
- approuver les modalités de la concertation proposée ci-dessus,
- charger l'ADUAN de réaliser les études nécessaires à la révision du P.O.S.,
- solliciter auprès de l'Etat, conformément au décret n°83.1122 du 22 décembre 1983, une dotation pour couvrir les dépenses nécessaires à la révision du P.O.S.

Conformément à l'article L. 123-6 du nouveau code de l'urbanisme issu de la loi du 13 décembre 2000, la présente délibération sera notifiée au préfet, aux présidents du conseil régional et du conseil général, aux présidents des chambres de commerce et d'industrie, de métiers et d'agriculture.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie et au siège de la Communauté Urbaine durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département, et sera publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté Urbaine, conformément à l'article R. 123-25 du nouveau code de l'urbanisme.

Les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du P.L.U. sont inscrits au budget général, fonction 820 - articles 6188 "Prestations de services du service urbanisme" et 6231 "Annonces et insertion".

ADOpte A L'UNANIMITE

PRESIDENCE : André ROSSINOT

ÉTAIENT PRÉSENTS

Mr ANTOINE	Gilbert	Laxou	Mr BAILLY	André	Jarville
Mr BÉGORRE	Henri	Maxéville	Mr BERLEMONT	Jean-Michel	Nancy
Mr BERTAUD	Philippe	Nancy	Mr BILLON	Denis	Tomblaine
Mme BONNEVILLE	Danielle	Saulxures	Mr BOUILLOT	Jean-Michel	Vandoeuvre
Mr CALISESI	Jean-Claude	Nancy	Mme CAPIAUMONT	Josette	Nancy
Mr CHAPPUT	Jean-Louis	Vandoeuvre	Mr CHONÉ	Charles	Ludres
Mr COULOM	Thierry	Nancy	Mme de MARTIN	Béatrice	Nancy
Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy	Mr GAUTHROT	Roger	Heillecourt
Mme GAZIN	Mireille	Maxéville	Mr GIRARD	Jean-Marie	Fléville
Mr GRANDEMANGE	Claude	Nancy	Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy
Mme GUIDAT	Claudine	Nancy	Mme GUIDON	Corinne	Vandoeuvre
Mr GUYOT	Jean-Jacques	Nancy	Mr HATZIG	Patrick	Nancy
Mr HÉNART	Laurent	Nancy	Mme HERMAN	Dominique	Nancy
Mlle HERVÉ	Françoise	Nancy	Mr HUSSON	Jean-François	Nancy
Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy	Mr KIELISZEK	Jean-Daniel	Ludres
Mme KLAUEYLE	Josiane	Malzéville	Mr KOBUTA	Jean-Michel	Villers-lès-Nancy
Mme LAITHIER	Elisabeth	Nancy	Mme LEBON	Catherine	Nancy
Mr LEGRAND	Alain	Seichamps	Mr LÉONARD	Gérard	Saint-Max
Mme LEVY-JURIN	Valérie	Nancy	Mr MANGIN	René	Vandoeuvre
Mme MARNIER	Marie-Christine	Villers-lès-Nancy	Mr MARTINUZZI	René	Dommartemont
Mr MASSON	Bertrand	Laxou	Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy
Mr MULLER	François	Vandoeuvre	Mme NICOLAS	Françoise	Vandoeuvre
Mr PANNIER	Nicolas	Vandoeuvre	Mr PARRA	Christian	Nancy
Mr PÉLISSIER	François	Nancy	Mr POZZI	Fabio	Laxou
Mr ROSSINOT	André	Nancy	Mr ROYER	Gérard	Pulnoy
Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy	Mr SEYER	Claude	Saint-Max
Mr STOERKEL	Gérard	Saint-Max	Mr STRICHER	Michel	Essey-lès-Nancy
Mr THIÉBERT	Jean-Louis	Nancy	Mr VANDEVELDE	Jean-Luc	Vandoeuvre
Mr VOUAUX	Gérard	Laxou	Mr WEIBEL	Roland	Jarville
Mr WERNER	François	Nancy			

AVAIENT DONNÉ POUVOIR :

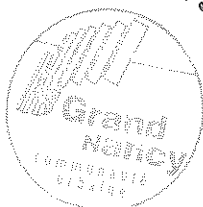
Mr BOLMONT	Jean-Paul	Malzéville	à	Mme KLAUEYLE	Josiane	Malzéville
Mr BOULY	Serge	Laneuveville	à	Mr GIRARD	Jean-Marie	Fléville
Mr DENIS	Jean-Jacques	Nancy	à	Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy
Mr FÉRON	Hervé	Tomblaine	à	Mr BILLON	Denis	Tomblaine
Mr GUILLERME	Claude	Laxou	à	Mr VOUAUX	Gérard	Laxou
Mr HUSSON	Olivier	Nancy	à	Mme GUIDAT	Claudine	Nancy
Mme JULIAN	Marie-Christine	Nancy	à	Mme LAITHIER	Elisabeth	Nancy
Mr MICHEL	Gérard	Nancy	à	Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy
Mr PERROT	Cyrille	Villers-lès-Nancy	à	Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy
Mme ROSSO-DEBORD	Valérie	Nancy	à	Mr BERLEMONT	Jean-Michel	Nancy
Mr ROUSSELOT	Pierre	Vandoeuvre	à	Mr GUYOT	Jean-Jacques	Nancy
Mme SCHAEFFER	Lilli-Anne	Nancy	à	Mr GRANDEMANGE	Claude	Nancy
Mr SCHAFF	Gilles	Art-sur-Meurthe	à	Mme BONNEVILLE	Danielle	Saulxures
Mr STEINMETZ	Pierre	Vandoeuvre	à	Mme NICOLAS	Françoise	Vandoeuvre
Mme VALTON	Anne	Houdemont	à	Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy
Mr VERGNAT	Pierre	Heillecourt	à	Mr GAUTHROT	Roger	Heillecourt
Mme WEILL	Sylvie	Nancy	à	Mr HATZIG	Patrick	Nancy
Mme ZABÉ	Renée	Nancy	à	Mr KOBUTA	Jean-Michel	Villers-lès-Nancy

Le président certifie sous sa responsabilité
le caractère exécutoire de cet acte
reçu à la Préfecture le :

23 DEC. 2003

le présent acte a été publié le :

22 DEC. 2003



Pour extrait, le président,
pour le président, le vice-président délégué :